

Notes complémentaires

*Exercices terminés les 30 septembre 2005, 2004 et 2003
(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)*

1. Description des activités

Groupe CGI inc. (la « Société »), directement ou par l'intermédiaire de ses filiales, gère des services en technologies de l'information (« services en TI »), à savoir l'impartition, l'intégration de systèmes et des services-conseils, des licences et des services d'entretien, de même qu'en gestion des processus d'affaires (« GPA ») afin d'aider ses clients à réaliser leurs stratégies de façon efficace, tout en créant de la valeur ajoutée.

2. Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers consolidés sont préparés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, lesquels diffèrent à certains égards importants des PCGR des États-Unis. Les différences importantes pertinentes pour la Société sont décrites à la note 26.

Certains chiffres correspondants des exercices précédents ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée en 2005.

RETRAITEMENT

La Société fournit un service centralisé au secteur des assurances multirisques au Canada afin de commander des extraits de rapports sur les dossiers de conduite maintenus par les autorités gouvernementales. Dans le cadre de l'analyse continue des normes comptables, la Société a revu son interprétation du traitement comptable lié à ces services. À la suite de l'analyse, la Société a conclu que les revenus et les coûts des services qui sont chargés aux clients, et qui sont inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration, doivent être présentés sur une base nette plutôt que sur une base brute, tel que présentée dans le passé. Aux fins de comparaison, les montants reclassés s'élèvent à 52 903 000 \$ au 30 septembre 2004 et 54 086 000 \$ au 30 septembre 2003. La présentation révisée est conforme à l'abrégé des délibérations du comité sur les problèmes nouveaux (« CPN ») 123, *Présentation du montant brut ou du montant net des produits selon que l'entreprise agit pour son propre compte ou à titre d'intermédiaire*, qui énumère des lignes directrices pour déterminer si une entreprise doit présenter ses produits sur la base du montant brut facturé au client ou du montant net conservé. Cette classification n'a eu aucun impact sur le bénéfice net ou sur les flux de trésorerie.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

- i) L'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») a révisé le chapitre 3870, *Rémunérations et autres paiements à base d'actions*, qui est entré en vigueur pour les exercices débutant le 1^{er} janvier 2004 ou après cette date. Les modifications contenues dans ce chapitre exigent l'adoption de la méthode de la juste valeur pour toutes les attributions d'options sur actions et la comptabilisation d'une charge aux états financiers. La Société a adopté ces recommandations sur une base rétroactive à compter du 1^{er} octobre 2004 pour les options sur actions attribuées à compter du 1^{er} octobre 2001 et après. L'incidence de cette adoption a donné lieu à la charge additionnelle de 20 554 000 \$ (voir note 10) incluse dans les coûts des services et frais de vente et d'administration au 30 septembre 2005 et a donné lieu au retraitement des charges comparatives pour des montants de 25 559 000 \$ (bénéfice de base et dilué par action de 0,06 \$) et de 8 168 000 \$ (bénéfice de base et dilué par action de 0,02 \$) au 30 septembre 2004 et 2003, respectivement. Un ajustement de 37 857 000 \$ aux bénéfices non répartis et au surplus d'apport a été effectué au bilan du 30 septembre 2004 pour refléter l'application de ces modifications. Pour les années terminées le 30 septembre 2004 et 2003, les bénéfices non répartis du début ont été réduits de 12 298 000 \$ et 4 130 000 \$, respectivement.
- ii) L'ICCA a publié le chapitre 3110, *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*, qui s'applique aux exercices débutant le 1^{er} janvier 2004 ou après cette date. Ce chapitre se concentre sur la constatation et la mesure des passifs se rapportant aux obligations liées à la mise hors service des immobilisations corporelles lorsque ces obligations découlent de l'acquisition, de la construction, du développement ou de l'exploitation normale de ces actifs. La Société a adopté cette convention rétroactivement avec prise d'effet le 1^{er} octobre 2004. Conséquemment, la Société a comptabilisé au 30 septembre 2004 : une augmentation aux immobilisations de 880 000 \$, une augmentation de 1 687 000 \$ aux passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme, et une diminution de 807 000 \$ des bénéfices non répartis. L'incidence sur les états consolidés des résultats de la Société pour les périodes comparatives était négligeable. L'impact de cette modification de la convention comptable sur les états financiers consolidés de la Société au 30 septembre 2005 et pour l'année se terminant à cette date est présenté dans la note 4.

Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2005, 2004 et 2003

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

- iii) L'ICCA a publié la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15, intitulée *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables*, qui fournit des éclaircissements sur la consolidation d'entités dans lesquelles les investisseurs n'ont pas une participation financière leur conférant le contrôle ou dans lesquelles ces derniers n'ont pas investi suffisamment pour permettre à l'entité de financer ses activités sans un soutien financier subordonné additionnel de la part d'autres parties. La note d'orientation s'applique aux périodes intermédiaires ouvertes à compter du 1^{er} novembre 2004. L'adoption de cette note d'orientation n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.
- iv) L'ICCA a publié l'abrégé des délibérations du CPN 150, *Comment déterminer si un accord est assorti d'un contrat de location*. Le CPN 150 fournit des indications permettant de déterminer si les accords constituent des contrats de location ou sont assortis de contrats de location entrant dans le champ d'application du chapitre 3065, *Contrats de location*. La détermination à savoir si un accord constitue un contrat de location est basée sur le droit d'utiliser les actifs corporels sous-jacents. Ce CPN s'applique à tous les accords engagés ou modifiés à compter du 1^{er} janvier 2005 et son adoption n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers consolidés conformément aux PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actif et de passif inscrits et sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants inscrits à titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Étant donné que le processus de présentation de l'information financière suppose l'utilisation d'estimations, les résultats réels pourraient différer de celles-ci. Les estimations importantes incluent, mais ne sont pas limitées à : la mesure de la provision pour des créances douteuses, des crédits d'impôts, des travaux en cours, des produits reportés, des évaluations des actifs à long terme et de leur dépréciation, des impôts sur les bénéfices, des provisions et des éventualités.

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les états financiers des entités que contrôle la Société sont consolidés. Les soldes et les transactions intersociétés ont été éliminés. Les entreprises qui sont sous contrôle conjoint, ci-après appelées des coentreprises, sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Les sociétés associées, sur lesquelles la Société peut exercer une influence notable, sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation. Lorsque la Société n'exerce pas une influence notable, les participations sont comptabilisées au coût. La valeur comptable des participations est revue pour dépréciation lorsque des événements ou circonstances indiquent que la valeur comptable risque de ne pas être recouvrable.

CONSTATATION DES PRODUITS, TRAVAUX EN COURS ET PRODUITS REPORTÉS

La Société génère des produits essentiellement au moyen de la prestation de services en TI et en GPA.

Les services en TI proposent un vaste éventail de services en technologies de l'information, à savoir : i) des services d'impartition, ii) des services d'intégration de systèmes et des services-conseils, iii) des licences de logiciels et iv) des services d'entretien. Les services en GPA incluent notamment la gestion des processus d'affaires pour le secteur des services financiers, ainsi que d'autres services comme la gestion de la paie et la gestion de documents.

La Société fournit des services dans le cadre de contrats contenant divers mécanismes de détermination des prix. La Société constate les produits lorsqu'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, la livraison a eu lieu ou les services ont été rendus au client, la contrepartie qui sera obtenue pour les biens vendus est fixe ou mesurable et le recouvrement final est raisonnablement sûr. Si un accord inclut des prestations multiples, la valeur totale de l'accord est divisée en unités de comptabilisation distinctes lorsque 1) la prestation fournie a une valeur en soi pour le client; 2) il existe des preuves objectives et fiables de la juste valeur de la ou des prestations non fournies; et 3) l'accord prévoit un droit de retour général relativement à la prestation fournie, et que l'exécution de la prestation non fournie est jugée probable et dépend pour l'essentiel du fournisseur. Si ces critères sont satisfaits, la contrepartie totale est répartie entre les différentes unités de comptabilisation en fonction de leurs justes valeurs.

Les provisions pour pertes estimatives d'un contrat, s'il y a lieu, sont constatées dans l'exercice au cours duquel la perte est déterminée. Les pertes relatives à un contrat correspondent à l'excédent des coûts estimatifs sur le total des produits estimatifs du contrat.

Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2005, 2004 et 2003

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

ENTENTES D'IMPARTITION ET DE GESTION DES PROCESSUS D'AFFAIRES

Les produits tirés des ententes d'impartition et de gestion des processus d'affaires en vertu des contrats fondés sur le temps et les ressources ainsi que sur les ententes à prix unitaire sont constatés à mesure que les services sont rendus au prix stipulé dans le contrat. Si les prix unitaires contractuels fluctuent au cours de la durée de l'entente, alors la Société évalue s'il est plus approprié de constater les produits en fonction des prix unitaires moyens sur la durée du contrat ou selon les montants réels facturés.

Les produits tirés des ententes d'impartition et de gestion des processus d'affaires en vertu des contrats à prix fixes sont comptabilisés selon la méthode linéaire sur la durée de l'entente, sans égard aux montants facturés, à moins qu'il n'existe une meilleure façon de mesurer le rendement ou la prestation de services.

SERVICES D'INTÉGRATION DE SYSTÈMES ET SERVICES-CONSEILS

Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et des services-conseils en vertu des contrats fondés sur le temps et les ressources sont comptabilisés à mesure que les services sont fournis. Les produits tirés des ententes fondées sur les coûts sont constatés à mesure que les coûts remboursables sont engagés.

Les produits tirés des ententes de services d'intégration de systèmes et de services-conseils en vertu des contrats à prix fixes sont comptabilisés en fonction de la méthode de l'avancement des travaux au cours de la période de mise en œuvre. La Société emploie les coûts de la main-d'œuvre ou les heures encourus pour mesurer le progrès vers l'accomplissement des travaux. Cette méthode se fonde sur des évaluations du coût ou des heures totaux de la main-d'œuvre prévus pour accomplir le service, qui sont comparés aux coûts de la main-d'œuvre ou aux heures encourus, pour évaluer le pourcentage du produit gagné. La direction révisé régulièrement les estimations des coûts ou des heures totaux prévus de la main-d'œuvre. Les révisions des estimations sont reflétées dans l'état des résultats à la période au cours de laquelle les faits à l'origine de la révision deviennent connus.

Les produits tirés des ententes de services d'intégration de systèmes et de services-conseils en vertu des contrats axés sur la rentabilité sont constatés uniquement dans la mesure où il est prévisible, avec un degré raisonnable de certitude, que les montants générés par ces ententes seront suffisamment importants pour atteindre la valeur sur laquelle la constatation des produits repose.

LICENCES DE LOGICIELS ET ENTENTES D'ENTRETIEN

Les produits tirés des ententes de licences de logiciels sont constatés lorsque le logiciel a été livré au client, s'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'une entente, que le recouvrement est probable, que les honoraires sont fixes ou qu'ils peuvent être établis et qu'il existe une preuve objective émanant du fournisseur de l'existence d'une entente afin de permettre que le total des honoraires soit réparti entre les différentes composantes d'une entente. Les preuves objectives émanant du fournisseur s'appuient habituellement sur le prix demandé lorsqu'une composante est vendue séparément.

Dans les cas où les services de mise en œuvre sont essentiels à la fonctionnalité du logiciel ou lorsque le logiciel nécessite une importante adaptation sur mesure, alors la Société constate les produits tirés des licences de logiciels selon la méthode de l'avancement des travaux au cours de la période de mise en œuvre, tel que décrit précédemment.

Les produits tirés des services d'entretien des licences de logiciels vendues et mises en œuvre sont constatés de façon proportionnelle sur la durée du contrat.

TRAVAUX EN COURS ET PRODUITS REPORTÉS

Les montants comptabilisés à titre de produits excédant les montants facturés sont classés dans les travaux en cours. Les montants perçus avant la livraison des produits ou avant la prestation des services sont classés dans les produits reportés.

REMBOURSEMENTS

Les remboursements, y compris ceux relatifs aux frais de déplacement et aux autres dépenses semblables, ainsi que d'autres frais de tiers, tels que les frais de revente de matériel et de logiciels, sont compris dans les produits, et les charges correspondantes sont incluses dans les coûts des services.

ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES

Les espèces et quasi-espèces comprennent principalement l'encaisse non affectée et les placements à court terme dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois à l'acquisition.

Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2005, 2004 et 2003

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties sur les durées de vie utiles estimatives suivantes, principalement selon la méthode de l'amortissement linéaire:

Bâtiments		10 à 40 ans
Améliorations locatives	Moindre de la durée de vie utile ou de la durée du bail plus la première option de renouvellement	
Mobilier et agencements		3 à 10 ans
Matériel informatique		3 à 5 ans

FONDS DÉTENUS POUR DES CLIENTS ET OBLIGATIONS LIÉES AUX FONDS DES CLIENTS

Dans le cadre des services de paie et de production de documents fiscaux, la Société recueille les fonds aux fins de paiements des paies et des impôts; garde temporairement ces fonds jusqu'à ce que le paiement soit requis; verse les fonds aux employés des clients et aux autorités fiscales compétentes; produit les documents fiscaux et prend en charge les différentes correspondances et révisions. La Société présente séparément ces fonds liés aux services de paie détenus pour des clients ainsi que les obligations relatives à ces fonds.

COÛTS LIÉS À DES CONTRATS

Les coûts liés à des contrats sont principalement engagés dans le cadre de contrats d'impartition des services en TI et en GPA d'une durée de deux à dix ans. Ces actifs sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des contrats respectifs. Les coûts liés à des contrats comprennent principalement des incitatifs et des coûts de transition.

Il arrive que des incitatifs soient accordés aux clients à la signature de contrats d'impartition. Ces incitatifs peuvent être accordés sous la forme de paiements en espèces, d'émission d'instruments de capitaux propres ou de réductions allouées principalement sur une période de transition négociée au contrat. Dans le cas d'incitatifs prenant la forme d'une émission d'instruments de capitaux propres, le coût est mesuré à la juste valeur estimative des instruments de capitaux propres émis à la date de l'octroi. Pour les incitatifs prenant la forme de réductions, le coût est mesuré à la valeur des engagements financiers accordés et un montant correspondant est enregistré comme autres passifs à long terme. À mesure que les services sont rendus au client, le montant est amorti et comptabilisé en réduction des produits.

Les immobilisations acquises d'un client dans le cadre des contrats d'impartition sont capitalisées à titre d'immobilisations et amorties conformément aux politiques en matière d'amortissement décrites précédemment. L'excédent du montant versé sur la juste valeur des immobilisations acquises dans le cadre d'un contrat d'impartition est considéré comme un incitatif accordé au client et est comptabilisé tel que décrit dans le paragraphe précédent.

Les coûts de transition comprennent les frais liés à certaines activités tels les travaux d'architecture et d'ingénierie engagés une fois que le processus de sélection concurrentiel est terminé, mais avant l'attribution finale d'importants contrats d'impartition, ainsi que les coûts de mise en œuvre engagés pendant la période de transition, qui comprennent notamment les frais liés à l'installation des systèmes et des processus engagés après l'obtention des contrats d'impartition, les frais de déménagement des employés transférés et les frais de sortie des établissements des clients. Ces coûts différentiels se composent essentiellement du coût de la main-d'œuvre, qui comprend la rémunération globale et les avantages sociaux connexes de même que les frais de sous-traitance.

ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE

Les actifs incorporels à durée de vie limitée comprennent principalement les logiciels internes, les solutions d'affaires, les licences de logiciels et les relations clients.

Les logiciels internes, les solutions d'affaires et les licences de logiciels sont enregistrés au coût. Les solutions d'affaires et les licences de logiciels acquises lors d'un regroupement d'entreprises sont enregistrées à la juste valeur basée sur l'estimation de la capacité du produit à générer des revenus nets dans le futur. Les relations clients sont acquises lors de regroupements d'entreprises et sont enregistrées à leur juste valeur basée sur leur valeur actualisée des flux de trésorerie futurs.

La Société amortit les actifs incorporels à durée de vie limitée selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées de vie estimatives suivantes:

Logiciels internes	2 à 7 ans
Solutions d'affaires	2 à 10 ans
Licences de logiciels	3 à 8 ans
Relations clients et autres	2 à 15 ans

Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2005, 2004 et 2003

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

Dans le cas où des événements indiquent que la valeur comptable des actifs à long terme pourrait ne pas être recouvrable, les flux de trésorerie estimés, non actualisés, sont projetés sur la durée de vie restante et comparés à la valeur comptable. Lorsque de telles projections indiquent que les flux de trésorerie non actualisés ne sont pas suffisants pour récupérer la valeur comptable des actifs sous-jacents, une dépense est comptabilisée afin de réduire la valeur comptable à un montant égal aux flux de trésorerie estimés et actualisés.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET ÉCART D'ACQUISITION

La Société comptabilise ses regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, la Société répartit le coût d'acquisition dans les actifs corporels et incorporels acquis et dans les passifs pris en charge en fonction de la juste valeur de ces éléments à la date d'acquisition, avec l'excédent du coût d'acquisition alloué à l'écart d'acquisition. L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation, au moins une fois par année, pour chaque unité d'exploitation. Une perte de valeur est constatée pour tout écart d'acquisition déprécié.

PASSIFS LIÉS AUX INTÉGRATIONS

Les passifs liés aux intégrations se composent de passifs pour des frais engagés lors de regroupement d'entreprises, tels que les prestations de cessation d'emploi de certains employés des entreprises acquises, qui exercent des fonctions déjà remplies dans la structure existante, et les provisions liées à des contrats de location portant sur des locaux occupés par les entreprises acquises, locaux que la Société compte quitter.

BÉNÉFICE PAR ACTION

Le bénéfice de base par action est établi en fonction de la moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation au cours de la période. L'effet dilutif des options sur actions est établi en utilisant la méthode du rachat d'actions.

FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LOGICIELS

Les frais de recherche, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement connexes, sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont engagés. Des frais de recherche totalisant 21 869 000 \$ (26 710 000 \$ en 2004 et 22 036 000 \$ en 2003) sont inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration. Au cours de l'exercice, la Société a engagé 78 200 000 \$ (64 500 000 \$ en 2004) de frais directs de recherche et de développement de logiciels.

Les frais de développement de logiciels, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement connexes, sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont engagés, à moins qu'ils ne remplissent les critères de capitalisation relatifs à la faisabilité technique, opérationnelle et financière pour être capitalisés. Les frais de développement différés sont inclus dans les actifs incorporels à durée de vie limitée. Les crédits d'impôt totalisant 1 408 000 \$ ont été comptabilisés en réduction de ces actifs pour l'année se terminant le 30 septembre 2004 et il n'y a pas de crédit d'impôt pour ces actifs pour l'année se terminant le 30 septembre 2005.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les impôts sur les bénéfices sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'actif et du passif fiscal. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont déterminés à partir des écarts temporaires déductibles ou taxables entre les montants inscrits pour la présentation des états financiers et la valeur fiscale des actifs et des passifs, et en utilisant les taux en vigueur ou pratiquement en vigueur pendant l'année où il est prévu que ces différences seront reversées. Une provision pour moins-value est constatée dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'une partie de l'actif des impôts futurs ne pourra pas être réalisée.

CONVERSION DES DEVICES

Les produits et les charges libellés en devises sont enregistrés au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur aux dates des bilans. Les gains et les pertes de change non réalisés sont comptabilisés dans le bénéfice net.

Les filiales autonomes dont les activités économiques sont largement indépendantes de la société mère sont comptabilisées selon la méthode du taux courant. En vertu de cette méthode, les actifs et les passifs de filiales libellés en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur aux dates des bilans. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les gains ou les pertes non réalisés qui en découlent sont accumulés et enregistrés à titre d'écart de conversion dans les capitaux propres. En conséquence des écarts découlant de la conversion des états financiers des filiales étrangères, l'écart de conversion a varié de 92 124 000 \$ et 69 157 000 \$ en 2005 et 2004, respectivement. Ces variations sont principalement attribuables à la conversion de l'écart d'acquisition libellé en dollars américains.

Les comptes des filiales étrangères, qui sont dépendantes de la société mère du point de vue financier ou de l'exploitation, sont comptabilisés selon la méthode temporelle. En vertu de cette méthode, les actifs et les passifs monétaires sont convertis aux taux de change en vigueur aux dates des bilans, et les actifs et les passifs non monétaires, aux taux de change historiques. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les gains ou les pertes de change de ces filiales sont inclus dans le bénéfice net.

Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2005, 2004 et 2003

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société a recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des cours de change. La Société ne détient ni n'émet d'instruments financiers aux fins de négociation.

La Société a recours à des instruments financiers afin de couvrir l'investissement net dans ses filiales étrangères. Le gain ou la perte de change provenant de l'investissement net est comptabilisé à titre d'écart de conversion. Le gain ou la perte de change réalisé et non réalisé sur les instruments financiers qui couvrent l'investissement net est également comptabilisé à titre d'écart de conversion.

La Société a aussi recours à des contrats à terme afin de couvrir des entrées de fonds prévues dans d'autres devises que la devise fonctionnelle des filiales de la Société. Les gains ou les pertes de ces contrats à terme en devises, identifiés comme couverture pour des engagements formels et des prévisions de transaction, sont comptabilisés au coût des services et frais de vente et d'administration lorsque la transaction sous-jacente est réalisée.

L'efficacité de chaque couverture est testée périodiquement tout au long de l'exercice.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

L'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants :

- a) Le chapitre 3855, *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, qui s'applique aux périodes intermédiaires débutant le 1^{er} octobre 2006 ou après cette date. Ce chapitre établit les normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. Tous les actifs financiers, sauf ceux classés comme détenus jusqu'à leur échéance, et les instruments financiers dérivés doivent être mesurés à leur juste valeur. Tous les passifs financiers doivent être mesurés à leur juste valeur lorsqu'ils sont classés comme détenus à des fins de transaction, sinon ils sont mesurés au coût. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.
- b) Le chapitre 1530, *Résultat étendu*, et le chapitre 3251, *Capitaux propres*, qui s'appliquent aux périodes intermédiaires débutant le 1^{er} octobre 2006 ou après cette date. Le résultat étendu représente la variation de l'actif net d'une entreprise au cours d'une période découlant d'opérations et d'autres événements et circonstances sans rapport avec les actionnaires de l'entreprise. Il comprend des éléments qui seraient normalement exclus du bénéfice net, notamment les variations de l'écart de conversion liées à des établissements étrangers autonomes et les gains ou pertes non réalisés sur des placements susceptibles de vente. Cette norme établit comment présenter et divulguer le résultat étendu et ses composantes. Le chapitre 3251, *Capitaux propres*, remplace le chapitre 3250, *Surplus*, et décrit les modifications concernant la présentation et la divulgation des capitaux propres et des variations des capitaux propres qui découlent des nouvelles exigences du chapitre 1530, *Résultat étendu*. À la suite de l'adoption de ces normes, les états financiers consolidés vont inclure un résultat étendu.
- c) Le chapitre 3865, *Couvertures*, qui s'applique aux périodes intermédiaires débutant le 1^{er} octobre 2006 ou après cette date. Ce chapitre établit des normes qui précisent quand il convient d'appliquer la comptabilité de couverture. L'objectif de la comptabilité de couverture est d'assurer que tous les gains, les pertes, les produits et les charges liés à un dérivé et à l'élément qu'il couvre sont comptabilisés à l'état des résultats au cours de la même période. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés.
- d) Le chapitre 3831, *Opérations non monétaires*, qui s'applique à toutes les opérations non monétaires engagées dans les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2006. Ce chapitre établit que des opérations non monétaires doivent être évaluées à la juste valeur sauf si l'opération ne présente aucune substance commerciale, si l'opération représente l'échange de stocks, ou si l'opération est un transfert non monétaire et non réciproque au profit des propriétaires, et si ni la juste valeur de l'actif reçu ni la juste valeur de l'actif cédé ne peuvent être évaluées de façon fiable. La Société ne croit pas que l'adoption de ce chapitre aura une incidence importante sur les états financiers consolidés.
- e) L'abrégé des délibérations du CPN 156, *Comptabilisation par un fournisseur d'une contrepartie consentie à un client (y compris un revendeur des produits du fournisseur)*, qui fournit des indications aux sociétés qui donnent des incitatifs aux clients ou aux revendeurs sous forme d'argent comptant, de capitaux propres, de cadeaux gratuits, de coupons et autres. L'adoption du CPN 156 s'applique aux périodes intermédiaires et exercices annuels débutant le 1^{er} janvier 2006 ou après cette date. Il n'y aura aucun impact sur les états financiers consolidés, car la Société a déjà adopté, au 30 septembre 2002, l'équivalent américain du CPN 156 qui est l'EITF 01-9, *Accounting for Consideration Given by a Vendor to a Customer*, publié par le *Financial Accounting Standards Board's Emerging Issues Task Forces*.

Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2005, 2004 et 2003

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

3. Débiteurs

	2005 \$	2004 \$
Clients	357 679	432 685
Autres ¹	130 052	113 601
	487 731	546 286

¹ Les autres débiteurs comprennent les crédits d'impôt remboursables sur les salaires liés aux programmes de la Cité du commerce électronique, de la Cité du multimédia, du Carrefour de la nouvelle économie, de RS&DE et à d'autres programmes de crédits d'impôt, d'un montant d'environ 93 287 000 \$ et 79 865 000 \$, en 2005 et 2004, respectivement.

La Société est définie comme une société admissible qui exerce des « activités admissibles » en vertu des modalités prévues dans les divers programmes de crédits d'impôt du gouvernement du Québec, relativement aux salaires liés aux employés admissibles travaillant principalement dans des zones désignées dans la province de Québec, au Canada. Ces programmes ont été conçus afin d'appuyer la création d'emplois et les efforts de revitalisation de certaines zones urbaines. Dans le cadre de sa participation à ces programmes, la Société s'est engagée à maintenir et à créer 2 000 emplois au Québec. Au 30 septembre 2005, la Société avait maintenu ou créé un total au-dessus de 4 250 emplois au Québec.

En lien avec ces programmes, la Société a également transféré un certain nombre de ses employés dans des immeubles neufs ou rénovés, où le coût du loyer est considérablement plus élevé que celui de ses installations antérieures.

Les engagements financiers de la Société pour ces nouveaux locaux totalisaient initialement 618 800 000 \$. Au 30 septembre 2005, le solde de ces engagements, qui s'étendent sur une période de quatre à 18 ans, s'établissait à 524 630 000 \$.

Ces crédits sont calculés à des taux allant de 35 % à 40 % sur les salaires versés au Québec, jusqu'à concurrence de 12 500 \$ à 15 000 \$ par année par employé admissible. Ces crédits d'impôt remboursables sur les salaires comportent certaines conditions et la Société doit obtenir annuellement un certificat d'admissibilité auprès du gouvernement du Québec. Si la Société manque à ses obligations définies en vertu des programmes de crédits d'impôt actuels sur les salaires, elle sera tenue de rembourser au gouvernement du Québec une portion des crédits d'impôt obtenus. Le cas échéant, les remboursements seront imputés aux résultats de la période correspondante. Au 30 septembre 2005, aucun passif n'a été enregistré relativement à une clause de remboursement.

4. Immobilisations

	2005			2004		
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Terrain et bâtiment	5 113	907	4 206	4 377	538	3 839
Améliorations locatives	105 779	26 858	78 921	107 417	25 411	82 006
Mobilier et agencement	24 979	13 286	11 693	40 507	20 516	19 991
Matériel informatique	60 330	38 762	21 568	106 614	68 809	37 805
	196 201	79 813	116 388	258 915	115 274	143 641

Les immobilisations comprennent des actifs acquis en vertu de contrats de location-acquisition totalisant 3 461 000 \$ (4 516 000 \$ en 2004), déduction faite de l'amortissement cumulé de 2 975 000 \$ (4 215 000 \$ en 2004).

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations proviennent de contrats de location-exploitation de locaux dans différents établissements qui contiennent des clauses obligeant la remise des lieux dans leurs états originaux à échéance des contrats. Le coût d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de 2 469 000 \$ a été basé sur des flux de trésorerie estimatifs et non actualisés de 3 600 000 \$ et en utilisant le taux d'actualisation de 5,78 %. L'échéancier du paiement de ces obligations s'échelonne sur un à 18 ans.

5. Coûts liés à des contrats

	2005			2004		
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Incitatifs	247 449	103 846	143 603	291 339	97 482	193 857
Coûts de transition	112 788	27 745	85 043	100 919	16 536	84 383
	360 237	131 591	228 646	392 258	114 018	278 240

6. Actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme

	2005		
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE
	\$	\$	\$
Logiciels internes	75 088	31 056	44 032
Solutions d'affaires	227 214	51 114	176 100
Licences de logiciels	135 991	69 644	66 347
Relations clients et autres	382 111	103 819	278 292
Actifs incorporels à durée de vie limitée	820 404	255 633	564 771
Contrat de location-financement (NOTE 18)			1 788
Frais de financement reportés et autres			14 083
Autres actifs à long terme			15 871
Total des actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme			580 642

	2004		
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE
	\$	\$	\$
Logiciels internes	72 515	25 549	46 966
Solutions d'affaires	226 412	48 286	178 126
Licences de logiciels	142 578	61 878	80 700
Relations clients et autres	346 107	60 763	285 344
Actifs incorporels à durée de vie limitée	787 612	196 476	591 136
Contrat de location-financement			13 121
Participation dans une société satellite			16 415
Frais de financement reportés et autres			9 408
Autres actifs à long terme			38 944
Total des actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme			630 080

L'amortissement des actifs incorporels à durée de vie limitée est présenté comme suit dans les états consolidés des résultats:

	2005	2004	2003
	\$	\$	\$
Logiciels internes	16 731	15 003	11 990
Solutions d'affaires	29 129	23 054	11 682
Licences de logiciels	31 653	33 905	28 420
Relations clients et autres	47 536	30 158	20 454
	125 049	102 120	72 546

7. Écart d'acquisition

La Société a choisi le 30 septembre comme date pour le test de dépréciation annuel. La Société a effectué son test de dépréciation annuel au 30 septembre 2005. Basé sur les résultats de ce test, aucune perte de valeur n'a été constatée.

Les variations de la valeur comptable de l'écart d'acquisition se présentent comme suit:

	2005			2004		
	SERVICES EN IT	GPA	TOTAL	SERVICES EN IT	GPA	TOTAL
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début	1 532 413	295 191	1 827 604	1 056 103	329 415	1 385 518
Acquisitions (NOTE 16)	51 557	619	52 176	556 354	105	556 459
Ajustements liés au coût d'acquisition (NOTE 16)	(13 775)	12 269	(1 506)	(9 716)	(1 610)	(11 326)
Cession de filiales (NOTE 16)	—	(16 152)	(16 152)	(5 693)	(20 640)	(26 333)
Écart de conversion	(76 062)	(12 690)	(88 752)	(64 635)	(12 079)	(76 714)
Solde à la fin	1 494 133	279 237	1 773 370	1 532 413	295 191	1 827 604

8. Dette à long terme

	2005 \$	2004 \$
Notes principales en devises américaines et non garanties, portant intérêt au taux moyen pondéré de 4,97 %, remboursables par des versements de 98 758 500 \$ en 2009, de 100 987 800 \$ en 2011 et de 23 184 700 \$ en 2014 ¹	222 931	242 669
Facilité à terme renouvelable engagée non garantie ²	—	221 182
Obligation portant intérêt au taux de 1,60 %, remboursable par versements mensuels de capital et intérêts combinés et échéant en 2008	9 214	—
Soldes des coûts d'acquisition liés aux acquisitions d'entreprises, ne portant pas intérêt, remboursables en plusieurs versements jusqu'en 2008. Ces soldes ont été comptabilisés à leur valeur actualisée selon un taux de 7 %	7 241	6 108
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition, portant intérêt au taux moyen pondéré de 8,11 %, remboursables par versements mensuels de capital et intérêts combinés et échéant à différentes dates jusqu'en 2008	2 005	4 296
Autres emprunts portant intérêt au taux privilégié majoré de 1,75 %, remboursables à différentes dates jusqu'en 2006	684	1 277
Tranche de la dette à long terme de la coentreprise		
Emprunt à terme garanti, remboursable par versements mensuels de capital et intérêts combinés de 540 249 \$, portant intérêt au taux de 3,46 %, échéant en 2007 ³	6 965	12 885
Actions privilégiées rachetables ⁴	660	1 403
	249 700	489 820
Tranche à court terme	14 899	14 529
	234 801	475 291

¹ La dette privée de 192 000 000 \$ US financée par des investisseurs institutionnels américains comprend trois tranches de billets de premier rang non garantis, échéants en janvier 2009, 2011 et 2014 et a été émise le 29 janvier 2004. Elle comporte une échéance moyenne pondérée de 6,4 années et un taux d'intérêt fixe moyen pondéré du coupon de 4,97 %.

² La Société a conclu une entente de crédit renouvelable non garantie d'une durée de cinq ans totalisant 800 000 000 \$. Cette entente se compose d'une tranche canadienne d'une valeur de 500 000 000 \$ ainsi que d'une tranche américaine d'une valeur équivalant à 300 000 000 \$. Le taux d'intérêt imposé est établi en fonction de la devise dans laquelle les sommes ont été tirées. En plus de cette facilité de crédit renouvelable, la Société dispose également de lignes de crédit totalisant 27 000 000 \$ et 2 000 000 £. Au 30 septembre 2005, un montant de 13 942 000 \$ a été mis en garantie à l'encontre de ces facilités pour couvrir diverses lettres de crédit émises aux clients. Les facilités de crédit contiennent des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers. Au 30 septembre 2005, les ratios financiers ont été respectés et aucun montant n'avait été tiré sur ces facilités.

³ En 2003, une des coentreprises de la Société, détenue à 49 %, a conclu un emprunt à terme de 38 639 068 \$, remboursable par versements mensuels de capital et intérêts combinés de 1 102 548 \$, venant à échéance en décembre 2006. En plus, dans le cadre de la convention de crédit, la coentreprise détient une facilité de crédit d'exploitation non garantie de 10 000 000 \$ qui peut être renouvelée après 364 jours. Au 30 septembre 2005, il n'y a aucun montant à rembourser sur cette facilité.

⁴ La même coentreprise a conclu un accord d'abonnement pour l'émission de 10 000 000 d'actions privilégiées rachetables au gré du détenteur sous certaines conditions. Ces actions privilégiées sont sans droit de vote et ne sont pas qualifiées à recevoir des dividendes. Au moment de la liquidation ou de la dissolution de la coentreprise (volontaire ou involontaire), les détenteurs des actions privilégiées sont autorisés à recevoir pour chaque action, de préférence et prioritairement au versement de dividendes sur actifs de la coentreprise aux actionnaires ordinaires, une quantité égale à : a) 1,00 \$ (prix d'émission) par action plus 4,20 % du prix d'émission, composé annuellement; et b) un montant autre tel qu'accepté de temps à autre par écrit par la coentreprise.

Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2005, 2004 et 2003

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

Les remboursements de capital sur la dette à long terme pour les prochains exercices se répartissent comme suit :

	\$
2006	13 653
2007	7 828
2008	3 282
2009	98 759
2010	—
Suivants	124 173

Les versements minimaux en vertu des contrats de location-acquisition se répartissent comme suit :

	CAPITAL	INTÉRÊTS	PAIEMENT
	\$	\$	\$
2006	1 246	113	1 359
2007	588	27	615
2008	161	5	166
2009	10	—	10
Total des versements minimums en vertu des contrats de location-acquisition	2 005	145	2 150

9. Capital-actions

Autorisé, en un nombre illimité d'actions sans valeur nominale :

Actions privilégiées de premier rang, comportant un droit de vote par action, ayant priorité de rang quant au versement de dividendes sur les actions privilégiées de second rang, les actions subalternes classe A et les actions classe B;

Actions privilégiées de second rang, sans droit de vote, ayant priorité de rang quant au versement de dividendes sur les actions subalternes classe A et les actions classe B;

Actions subalternes classe A, comportant un droit de vote par action, de même rang que les actions classe B quant au versement de dividendes et convertibles en actions classe B, sous réserve de certaines conditions, dans l'éventualité où certaines offres publiques d'achat visant les actions classe B se concrétisent;

Actions classe B, comportant 10 droits de vote par action, de même rang que les actions subalternes classe A quant au versement de dividendes, convertibles en tout temps au gré du détenteur en actions subalternes classe A.

Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2005, 2004 et 2003

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

9. Capital-actions (suite)

Au cours de 2005, 2004 et 2003, les actions subalternes classe A et classe B ont évolué comme suit:

	ACTIONS SUBALTERNES CLASSE A		ACTIONS CLASSE B	
	NOMBRE	VALEUR COMPTABLE \$	NOMBRE	VALEUR COMPTABLE \$
Solde au 30 septembre 2002	339 900 257	1 278 416	40 799 774	54 205
Émises en contrepartie d'acquisitions d'entreprises (NOTE 16)	19 963 399	140 546	—	—
Conversion ¹	7 027 606	9 337	(7 027 606)	(9 337)
Options levées ⁴	1 345 241	7 464	—	—
Solde au 30 septembre 2003	368 236 503	1 435 763	33 772 168	44 868
Émises en contrepartie d'espèces ²	41 340 625	330 725	—	—
Émises en contrepartie d'acquisitions d'entreprises (NOTE 16)	136 112	1 020	—	—
Options levées ⁴	1 007 651	7 854	—	—
Solde au 30 septembre 2004	410 720 891	1 775 362	33 772 168	44 868
Rachetées et annulées ³	(14 078 360)	(60 998)	—	—
Rachetées et non annulées ³	—	(3 665)	—	—
Options levées ⁴	805 798	7 406	—	—
SOLDE AU 30 SEPTEMBRE 2005	397 448 329	1 718 105	33 772 168	44 868

¹ Dans le cadre de l'entente conclue le 24 juillet 2003 entre les actionnaires majoritaires et BCE Inc., 7 027 606 actions classe B ayant une valeur comptable de 9 337 000 \$ ont été converties en un nombre correspondant d'actions subalternes classe A.

² Le 3 mai 2004, la Société a émis 41 340 625 actions subalternes classe A dans le public et à BCE Inc. pour un produit en espèces de 330 725 000 \$ avant les coûts liés à l'émission des actions de 5 489 000 \$ (déduction faite de l'économie d'impôts sur les bénéfices de 2 466 000 \$).

³ Le 1^{er} février 2005, la Société a annoncé que son conseil d'administration a approuvé un programme de rachat d'actions, en vertu duquel elle pourra racheter pour fins d'annulation, jusqu'à un maximum de 27 834 417 de ses actions subalternes classe A sur une période allant du 3 février 2005 au 2 février 2006. Durant 2005, la Société a racheté 14 896 200 actions subalternes classe A pour une contrepartie de 116 439 000 \$, incluant des frais de rachat de 261 000 \$. De plus en 2005, la Société a reçu et annulé 28 360 actions subalternes classe A pour une contrepartie de 202 000 \$ à titre de règlement d'un compte à recevoir comptabilisé en 2003 dans le cadre d'une acquisition d'entreprise. L'excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions subalternes classe A rachetées au montant de 51 978 000 \$ a été porté aux bénéfices non répartis. Au 30 septembre 2005, 846 200 des actions subalternes classe A rachetées, d'une valeur comptable de 3 665 000 \$, étaient détenues par la Société et n'avaient pas été annulées.

⁴ La valeur comptable des actions subalternes classe A inclut un montant de 2 855 000 \$ (2 094 000 \$ en 2004 et 1 013 000 \$ en 2003) qui était déjà comptabilisé au poste surplus d'apport et qui représente la valeur des exercices d'options liées à des acquisitions ainsi qu'à la rémunération à base d'actions.

10. Options sur actions, bons de souscription et surplus d'apport

A) OPTIONS SUR ACTIONS

En vertu du Régime d'options d'achat d'actions, le conseil d'administration peut, à son gré, octroyer à certains employés, dirigeants, administrateurs et consultants de la Société et de ses filiales des options leur permettant d'acquérir des actions subalternes classe A de la Société. Le prix de levée est déterminé par le conseil d'administration et est égal au cours de clôture d'une action subalterne classe A à la Bourse de Toronto le jour précédant la date de l'octroi. Les options deviennent généralement acquises un an à compter de la date d'octroi et sont conditionnelles à l'atteinte d'objectifs et doivent être levées dans un délai de dix ans, sauf en cas de retraite, de cessation d'emploi ou de décès. Au 30 septembre 2005, 41 143 889 actions subalternes classe A ont été réservées pour émission en vertu du Régime d'options d'achat d'actions.

Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2005, 2004 et 2003

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

Le tableau suivant présente des renseignements relatifs à toutes les options sur actions en cours octroyées par la Société pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2005		2004		2003	
	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX DE LEVÉE MOYEN PONDÉRÉ PAR ACTION	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX DE LEVÉE MOYEN PONDÉRÉ PAR ACTION	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX DE LEVÉE MOYEN PONDÉRÉ PAR ACTION
		\$		\$		\$
En cours au début de l'exercice	25 537 300	9,20	20 459 515	9,69	20 814 820	10,79
Octroyées	5 079 636	8,48	7 577 166	7,90	4 600 502	6,24
Levées	(805 798)	5,61	(1 007 651)	5,61	(1 345 241)	4,82
Éteintes ou échues	(3 272 484)	11,60	(1 491 730)	9,71	(3 610 566)	10,18
En cours à la fin de l'exercice	26 538 654	8,79	25 537 300	9,20	20 459 515	9,69
Exerçables à la fin de l'exercice	21 308 252	8,89	16 492 063	9,93	15 110 007	10,45

Le tableau suivant résume l'information sur les options sur actions en cours octroyées par la Société au 30 septembre 2005 :

	OPTIONS EN COURS			OPTIONS POUVANT ÊTRE LEVÉES	
	NOMBRE D'OPTIONS	DURÉE CONTRACTUELLE À COURIR MOYENNE PONDÉRÉE (EN ANNÉES)	PRIX DE LEVÉE MOYEN PONDÉRÉ	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX DE LEVÉE MOYEN PONDÉRÉ
FOURCHETTE DES PRIX DE LEVÉE			\$		\$
1,64 à 2,32	229 824	5	2,23	229 824	2,23
4,37 à 6,98	3 724 788	7	6,18	3 509 270	6,18
7,00 à 7,87	6 680 454	8	7,76	6 634 550	7,76
8,00 à 8,99	11 330 110	8	8,66	6 397 786	8,78
9,05 à 10,96	1 896 199	5	9,91	1 859 543	9,92
11,34 à 14,85	1 117 215	3	13,65	1 117 215	13,65
15,01 à 20,90	1 506 575	4	16,27	1 506 575	16,27
21,45 à 26,03	53 489	4	23,41	53 489	23,41
	26 538 654	7	8,79	21 308 252	8,89

Le tableau suivant présente les hypothèses moyennes pondérées qui ont été utilisées pour calculer la charge de rémunération à base d'actions comptabilisée dans les coûts des services et frais de vente et d'administration en utilisant le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2005	2004	2003
Rémunération à base d'actions (\$)	20 554	25 559	8 168
Taux de dividende (%)	0,00	0,00	0,00
Volatilité prévue (%)	45,80	47,40	52,70
Taux d'intérêt sans risque (%)	3,92	3,93	4,21
Durée de vie prévue (ANNÉES)	5	5	5
Juste valeur moyenne pondérée à la date d'octroi (\$)	3,85	3,68	3,16

Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2005, 2004 et 2003

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

10. Options sur actions, bons de souscription et surplus d'apport (suite)

B) BONS DE SOUSCRIPTION

Dans le cadre de la conclusion d'un contrat d'impartition stratégique et d'une acquisition d'entreprise en 2001, la Société a octroyé des bons de souscription permettant aux porteurs d'acquérir jusqu'à 5 118 210 actions subalternes classe A. Les prix d'exercice ont été déterminés selon le cours de clôture moyen des actions subalternes classe A à une date donnée et durant un certain nombre de jours avant et après les dates respectives auxquelles les opérations ont eu lieu. Les bons de souscription peuvent être exercés à partir de la date de conclusion du contrat ou de la date d'acquisition de l'entreprise et sont assortis d'une période d'exercice de cinq ans. Au 30 septembre 2005, 5 118 210 bons de souscription étaient émis et en circulation, dont 4 000 000 peuvent être exercés à un prix de 6,55 \$ l'action et viennent à échéance le 30 avril 2006, tandis que 1 118 210 peuvent être exercés au prix de 8,78 \$ l'action et viennent à échéance le 13 juin 2006. La juste valeur de ces bons de souscription, qui s'établit à 19 655 000 \$, a été estimée aux dates d'octroi respectives de chacun des bons selon le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes, à l'aide des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 4,9 %, taux de dividende de 0,0 %, volatilité prévue de 57,7 % et durée de vie prévue de cinq ans.

Outre les bons de souscription visant l'achat d'un maximum de 5 118 210 actions subalternes classe A dont on fait état ci-dessus (les « bons de souscription initiaux »), la Société a émis à l'intention des actionnaires majoritaires et de BCE Inc. (« BCE ») des bons de souscription (les « bons de souscription relatifs aux droits de préemption ») leur permettant d'acquérir au total un maximum de 3 865 014 actions subalternes classe A et 697 044 actions classe B conformément aux droits de préemption établis dans les statuts constitutifs de la Société selon des modalités essentiellement identiques à celles des bons de souscription initiaux. Les bons de souscription relatifs aux droits de préemption peuvent être exercés par BCE et par les actionnaires majoritaires dans la mesure où les porteurs des bons de souscription initiaux exercent ces bons de souscription. À l'exercice par BCE de ses droits en vertu des bons de souscription relatifs aux droits de préemption qu'elle détient et qui lui permettent d'acquérir 140 575 actions classe B, BCE s'est engagée à donner des instructions à la secrétaire de la Société à l'exercice de ces bons de souscription, de sorte que chacune de ces actions classe B soit convertie en une action subalterne classe A au moment de l'émission.

De plus, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, la Société s'est engagée, en faveur d'un porteur de bons de souscription initiaux visant l'achat d'un nombre maximal de 4 000 000 d'actions subalternes classe A, à émettre rapidement, après le 30 avril 2006 (la « date d'échéance »), des bons de souscription de remplacement (les « bons de souscription prolongés ») visant l'achat d'un nombre d'actions subalternes classe A égal au nombre d'actions subalternes classe A que le porteur n'aura pas achetées à la date d'échéance conformément aux modalités des bons de souscription initiaux. Les modalités des bons de souscription prolongés seront essentiellement les mêmes que pour les bons de souscription initiaux, à l'exception du prix d'exercice, qui sera fondé sur le prix de clôture des actions subalternes classe A à la Bourse de Toronto le jour précédant l'émission des bons de souscription prolongés.

C) SURPLUS D'APPORT

Le tableau suivant présente la variation du surplus d'apport depuis le 30 septembre 2002 :

	\$
Solde au 30 septembre 2002, tel que présenté précédemment	3 652
Valeur des options prises en compte dans le cadre d'acquisitions ¹	11 477
Modifications de conventions comptables – rémunération à base d'actions (NOTE 2)	4 130
Solde au 30 septembre 2002, retraité	19 259
Valeur des exercices d'options prises en compte dans le cadre d'acquisitions ¹	(1 013)
Modifications de conventions comptables – rémunération à base d'actions (NOTE 2)	8 168
Solde au 30 septembre 2003, retraité	26 414
Valeur des exercices d'options prises en compte dans le cadre d'acquisitions ¹	(2 094)
Modifications de conventions comptables – rémunération à base d'actions (NOTE 2)	25 559
Solde au 30 septembre 2004, retraité	49 879
Valeur des exercices d'options prises en compte dans le cadre d'acquisitions	(1 136)
Valeur des exercices d'options liées à la rémunération à base d'actions	(1 719)
Juste valeur des options octroyées	20 554
SOLDE AU 30 SEPTEMBRE 2005	67 578

¹ Les options prises en compte dans le cadre d'acquisitions, qui ont été présentées à la rubrique « Bons de souscription et options sur actions » en 2004, ont été reclassées à la rubrique « Surplus d'apport » en 2005.

11. Bénéfice par action

Le tableau suivant présente le calcul du bénéfice de base et dilué par action pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2005			2004			2003		
	BÉNÉFICE NET (NUMÉRATEUR)	NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS EN CIRCULATION ¹ (DÉNOMINATEUR)	BÉNÉFICE PAR ACTION	BÉNÉFICE NET (NUMÉRATEUR)	NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS EN CIRCULATION (DÉNOMINATEUR)	BÉNÉFICE PAR ACTION	BÉNÉFICE NET (NUMÉRATEUR)	NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS EN CIRCULATION (DÉNOMINATEUR)	BÉNÉFICE PAR ACTION
	\$		\$	\$		\$	\$		\$
Bénéfice net	216 488	439 349 210	0,49	194 041	419 510 503	0,46	169 198	395 191 927	0,43
Options dilutives ²	—	1 077 743	—	—	1 994 835	—	—	1 508 995	—
Bons de souscription dilutifs ²	—	1 146 559	—	—	1 595 014	—	—	764 755	—
Bénéfice net après conversions hypothétiques	216 488	441 573 512	0,49	194 041	423 100 352	0,46	169 198	397 465 677	0,43

¹ Les 14 924 560 actions subalternes classe A rachetées au cours de l'année ont été exclues du calcul du bénéfice par action à compter de la date de leur rachat.

² Le calcul des conversions hypothétiques exclut les options et les bons de souscription dont l'effet est antidilutif. Certaines options et certains bons de souscription sont antidilutifs puisque leur prix d'exercice est plus élevé que la valeur marchande moyenne de l'action subalterne classe A de la Société pour chacune des périodes présentées dans le tableau. Le nombre d'options exclues était de 22 140 883 et 13 194 520 pour les exercices terminés les 30 septembre 2005 et 2004, respectivement. Le nombre de bons de souscription exclus était de 2 113 041 pour les exercices terminés les 30 septembre 2005 et 2004.

12. Amortissement

	2005 \$	2004 \$	2003 \$
Amortissement des immobilisations	41 420	46 804	42 332
Amortissement des coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition	14 548	9 633	4 219
Amortissement des actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme (NOTE 6)	125 049	102 120	72 546
Radiation des coûts liés à des contrats et des actifs incorporels à durée de vie limitée (NOTE 13)	18 266	4 034	—
	199 283	162 591	119 097
Amortissement des coûts liés à des contrats relativement aux incitatifs (présenté à titre de réduction des produits)	28 314	29 734	27 789
Radiation des coûts liés à des contrats relativement aux incitatifs (présenté à titre de réduction des produits)	3 336	—	—
	230 933	192 325	146 886

Le montant de 18 266 000 \$ comptabilisé en 2005 à titre de radiation des coûts liés à des contrats et des actifs incorporels à durée de vie limitée se compose d'une radiation de 11 932 000 \$ pour les coûts liés à des contrats et de 6 334 000 \$ pour les actifs incorporels à durée de vie limitée. Les radiations comptabilisées au cours des exercices 2005 et 2004 sont relatives à certains actifs dont le rendement est insuffisant et desquels aucun avantage futur n'est prévu.

13. Vente de droit

Le 15 juin 2005, la Société a conclu une alliance (« entente ») avec une institution financière. En vertu de cette entente, la Société a cédé à cette institution financière le droit d'accès aux sociétés coopératives canadiennes de crédits (« sociétés coopératives de crédits »), clientes de la Société, dans le but de leur offrir ses solutions d'affaires en échange d'une contrepartie de 13 500 000 \$. Une portion de 2 500 000 \$ de cette contrepartie a été comptabilisée à titre de produits reportés et sera imputée aux résultats lorsque certaines conditions auront été remplies. Un montant additionnel pouvant aller jusqu'à un maximum de 10 000 000 \$ pourrait être reçu par la Société dans le futur, selon le nombre de sociétés coopératives de crédits clientes qui feront la transition vers la solution d'affaires proposée par l'institution financière. Jusqu'à ce que la transition soit complétée, la Société continuera à supporter ou à travailler pour les sociétés coopératives de crédits avec ses solutions et méthodologies actuelles. À la suite de cette transaction, les coûts liés à des contrats et les solutions d'affaires liés aux sociétés coopératives de crédits ont été dépréciés de 5 106 000 \$ et 4 495 000 \$, respectivement, et présentés à titre de dépense d'amortissement.

14. Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts s'établit comme suit pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2005	2004	2003
	\$	\$	\$
Exigibles	78 476	57 615	66 808
Futurs	35 650	55 626	46 249
	114 126	113 241	113 057

Le taux d'imposition effectif de la Société est différent du taux d'imposition combiné prévu par les lois du Canada en raison de ce qui suit, pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2005	2004	2003
	%	%	%
Taux d'imposition statutaire canadien	31,0	31,5	33,6
Effet des écarts des taux d'imposition provinciaux et étrangers	3,7	2,1	0,9
Options sur actions non déductibles	1,9	2,9	1,0
Autres éléments non déductibles	0,3	0,8	0,8
Bénéfice résultant du placement dans des filiales	(3,1)	(1,9)	—
Provision pour moins-value se rapportant aux économies d'impôts découlant des pertes	0,1	0,9	2,5
Autres	0,3	1,6	1,7
Taux d'imposition effectif	34,2	37,9	40,5

Les impôts futurs se détaillent comme suit aux 30 septembre :

	2005	2004
	\$	\$
Actifs d'impôts futurs :		
Passifs liés aux intégrations et créiteurs et charges à payer	37 373	83 254
Économies d'impôts découlant des reports prospectifs de pertes	82 132	94 039
Rémunération à payer	19 263	19 000
Provision pour créances douteuses	2 241	6 695
Coût d'émission d'actions	2 865	4 724
Autres	5 574	6 457
	149 448	214 169
Passifs d'impôts futurs :		
Immobilisations, coûts liés à des contrats et actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme	253 134	276 223
Travaux en cours	28 092	34 027
Écart d'acquisition	10 699	3 163
Crédits d'impôt remboursables sur les salaires	32 400	25 001
Autres	15 043	17 622
	339 368	356 036
Provision pour moins-value	27 507	32 686
Impôts futurs, montant net	(217 427)	(174 553)

Les impôts futurs sont classés comme suit :

Actifs d'impôts futurs à court terme	22 118	79 584
Actifs d'impôts futurs à long terme	46 601	101 899
Passifs d'impôts futurs à court terme	(47 163)	(68 603)
Passifs d'impôts futurs à long terme	(238 983)	(287 433)
Passifs d'impôts futurs, montant net	(217 427)	(174 553)

Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2005, 2004 et 2003

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

Au 30 septembre 2005, la Société dispose de reports prospectifs de pertes nettes d'exploitation totalisant 235 329 000 \$ dont elle peut se servir pour réduire les bénéfices imposables futurs et venant à échéance à diverses dates jusqu'en 2022. La Société a constaté des économies d'impôts découlant des reports prospectifs de pertes de 82 132 000 \$ et a constaté une provision pour moins-value de 27 507 000 \$ en relation avec ces pertes dans la mesure où il a été établi que leur réalisation est improbable. Si cette provision pour moins-value se renverse, l'écart d'acquisition serait réduit d'approximativement 23 049 000 \$ et la dépense d'impôt sur le revenu serait réduite approximativement de 4 458 000 \$.

Lors de l'exercice précédent, la Société a renversé un montant de 44 707 000 \$ (35 375 000 \$ US) de la provision pour moins-value en réduction de l'écart d'acquisition d'American Management Systems, Incorporated («AMS»), dans la mesure où il a été établi qu'il était plus probable qu'improbable que ces bénéfices seraient réalisés.

Le bénéfice étranger de certaines filiales de la Société ne serait imposé que s'il était rapatrié au Canada. La Société n'a constaté aucun passif d'impôts futurs pour ces bénéfices non répartis puisque la direction ne s'attend pas à ce qu'ils soient rapatriés. Un passif d'impôt futur sera constaté quand la Société estimera qu'elle récupérera ces revenus non distribués sous une forme imposable, telle qu'une vente de l'investissement ou en recevant des dividendes. Au moment du paiement, certains pays imposent des retenues d'impôts qui, sous certaines conditions, peuvent ensuite être utilisées en tant que crédits d'impôt pour réduire les impôts fédéraux ou provinciaux sur les bénéfices à payer, le cas échéant. Il est impossible en pratique de déterminer le montant du passif d'impôts futurs fédéraux et provinciaux sur les bénéfices non répartis ou des retenues d'impôts étrangères en raison de la complexité associée à ce calcul hypothétique.

15. Coûts des services et frais de vente et d'administration

Les crédits d'impôts comptabilisés en réduction des coûts des services et frais de vente et d'administration sont comme suit :

	2005 \$	2004 \$	2003 \$
		RETRAITÉ	RETRAITÉ
Coûts des services et frais de vente et d'administration	3 218 668	2 739 927	2 247 762
Moins : crédits d'impôts (NOTE 3)	(67 110)	(62 531)	(65 315)
	3 151 558	2 677 396	2 182 447

16. Investissements dans les filiales et les coentreprises

Dans le cas de toutes les acquisitions d'entreprises, la Société a commencé à comptabiliser les résultats d'exploitation des entreprises acquises à la date de la prise d'effet respective de chacune des acquisitions.

TRANSACTIONS EN 2005

a) Acquisitions

En 2005, la Société a augmenté sa participation dans l'une de ses coentreprises et a réalisé cinq acquisitions, dont les plus significatives ont été les suivantes :

- AGTI Services Conseils Inc. («AGTI») – Le 1^{er} décembre 2004, la Société a fait l'acquisition du solde restant des actions en circulation d'une entreprise montréalaise de services-conseils en technologies de l'information («TI») qui se spécialise dans le domaine des affaires et des TI, la gestion de projets et du changement et l'amélioration de la productivité. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat en plusieurs étapes. Auparavant, la Société détenait 49% des actions en circulation d'AGTI et comptabilisait cet investissement en utilisant la méthode de la consolidation proportionnelle.
- MPI Professionals («MPI») – Le 10 août 2005, la Société a fait l'acquisition de la presque totalité des actifs de MPI. MPI offre des services de gestion de projets dans le secteur des services financiers.
- Silver Oak Partners Inc. («Silver Oak») – Le 2 septembre 2005, la Société a fait l'acquisition de la totalité des actions en circulation de Silver Oak. Silver Oak est un important fournisseur de solutions de maîtrise des dépenses dans les secteurs public et commercial.

Les acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. Les répartitions des prix d'acquisition présentées ci-après constituent des données préliminaires et se fondent sur les meilleures estimations de la Société. Les répartitions définitives des prix d'acquisition devraient être établies dès que la direction de la Société aura recueilli toutes les informations importantes jugées être disponibles et considérées comme nécessaires pour achever ces répartitions.

Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2005, 2004 et 2003

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

16. Investissements dans les filiales et les coentreprises (suite)

TRANSACTIONS EN 2005 (SUITE)

a) Acquisitions (suite)

	AGTI	AUTRES	TOTAL
	\$	\$	\$
Éléments hors caisse du fonds de roulement	(1 302)	(397)	(1 699)
Immobilisations	368	521	889
Logiciels internes	9	17	26
Solutions d'affaires	—	7 315	7 315
Relations clients et autres	17 493	7 918	25 411
Écart d'acquisition ¹	32 471	19 705	52 176
Impôts futurs	(4 561)	(2 272)	(6 833)
	44 478	32 807	77 285
Situation de trésorerie acquise	2 702	2 569	5 271
Actifs nets acquis	47 180	35 376	82 556
Contrepartie			
Espèces	47 067	26 707	73 774
Soldes du prix d'acquisition (actualisés)	—	8 450	8 450
Coûts d'acquisition	113	219	332
	47 180	35 376	82 556

¹ Comprend un écart d'acquisition déductible à des fins fiscales de 5 649 000 \$.

En ce qui concerne les acquisitions complétées en 2005, la Société a adopté certains plans de restructuration et d'intégration des entreprises acquises. En conséquence, elle a établi une provision pour un montant de 2 736 000 \$, relative à des contrats de location de locaux des entreprises acquises que la Société compte libérer, et une provision pour un montant de 1 637 000 \$, liée à des coûts de cessation d'emploi planifiée de certains employés des entreprises acquises dont les fonctions sont déjà remplies dans la structure existante.

b) Cessions

Le 25 janvier 2005, la Société a disposé de son investissement dans Nexxlink Technologies Inc. à un prix de 6,05 \$ par action pour une contrepartie totale de 20 849 000 \$, entraînant un gain avant impôts de 4 216 000 \$. Cet investissement était auparavant comptabilisé selon la méthode de la valeur de consolidation.

Le 8 mars 2005, la Société a vendu les principaux actifs d'Entreprises Keyfacts Canada Inc. («Keyfacts»), une filiale à part entière de la Société, pour une contrepartie totale de 3 524 000 \$ incluant une balance de prix de vente de 1 000 000 \$. Les actifs nets disposés incluaient un écart d'acquisition de 2 082 000 \$. Cette transaction a entraîné une perte nette de 1 580 000 \$.

Le 10 mars 2005, la Société a disposé de son unité d'affaires américaine des Services aux sociétés coopératives de crédit et de sa gamme de produits CyberSuite pour une contrepartie de 29 186 000 \$ (24 000 000 \$ US) incluant une balance de prix de vente de 2 189 000 \$ (1 800 000 \$ US). La vente de ces actifs nets, qui incluaient 14 070 000 \$ d'écart d'acquisition, a entraîné une perte nette de 1 419 000 \$. Au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 2005, un ajustement au prix de vente a été fait et a entraîné une augmentation de la perte nette de 296 000 \$ (239 000 \$ US) après déduction faite d'une économie d'impôt de 174 000 \$ (140 000 \$ US) et une diminution de la balance de prix de vente de 470 000 \$ (379 000 \$ US).

c) Solde des passifs liés aux intégrations

Pour AMS et COGNICASE Inc. («Cognicase»), les éléments des passifs liés aux intégrations des entreprises acquises inclus dans les créiteurs et charges à payer et les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme s'établissent comme suit:

	CONSOLIDATION ET FERMETURE DES INSTALLATIONS	CESSATION D'EMPLOI	TOTAL
	\$	\$	\$
SOLDE AU 1 ^{ER} OCTOBRE 2004	68 977	20 250	89 227
Ajustements à la provision initiale ¹	7 091	3 230	10 321
Écart de conversion	(4 458)	(1 096)	(5 554)
Payé pendant l'exercice 2005	(14 492)	(17 190)	(31 682)
SOLDE AU 30 SEPTEMBRE 2005 ²	57 118	5 194	62 312

¹ Enregistrés comme augmentation de l'écart d'acquisition.

² Du solde au 30 septembre 2005, 21 596 000 \$ est inclus dans les créiteurs et charges à payer et 40 716 000 \$ est inclus dans les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme.

Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2005, 2004 et 2003

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

TRANSACTIONS EN 2005 (SUITE)

d) Modifications aux répartitions des prix d'acquisition

La Société a révisé les répartitions des prix d'acquisition et a effectué des ajustements liés à certaines acquisitions d'entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution nette des éléments hors caisse du fonds de roulement et des immobilisations de 23 080 000 \$ et 1 895 000 \$, respectivement, et une augmentation nette des actifs d'impôts futurs, des actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme et des espèces de 6 227 000 \$, 17 648 000 \$ et 2 606 000 \$, respectivement, entraînant une diminution de l'écart d'acquisition de 1 506 000 \$. De plus, un montant de 12 500 000 \$ d'écart d'acquisition provenant de l'acquisition d'AMS a été reclassé du secteur d'affaires des services en TI au secteur d'affaires de la GPA.

TRANSACTIONS EN 2004

a) Acquisitions

La Société a réalisé les acquisitions suivantes :

- AMS—Le 3 mai 2004, la Société a fait l'acquisition de toutes les actions en circulation d'AMS, un fournisseur de services-conseils en gestion et en TI qui offre ses services aux gouvernements, au secteur de la santé, aux institutions financières et aux sociétés de communications.
- Autres—Le 28 octobre 2003, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de Apex Consulting Group Inc. une société offrant des services aux entreprises ainsi que des services d'intégration de systèmes et des services-conseils, en mettant l'accent sur l'amélioration des processus d'affaires et sur les nouvelles technologies et a aussi acquis, le 14 janvier 2004, certains éléments d'actif de GDS & Associates Systems Ltd., laquelle fournit des services d'intégration de systèmes et des services-conseils à des clients appartenant principalement au secteur gouvernemental.

Les acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. Les répartitions des prix d'acquisition présentées ci-après constituent des données préliminaires et se fondent sur les meilleures estimations de la Société.

	AMS \$	AUTRES \$	TOTAL \$
Éléments hors caisse du fonds de roulement	(200 439)	(936)	(201 375)
Immobilisations	13 475	459	13 934
Logiciels internes	7 129	—	7 129
Solutions d'affaires	83 814	—	83 814
Licences de logiciels	7 916	—	7 916
Relations clients et autres	177 800	3 452	181 252
Autres actifs à long terme	3 881	—	3 881
Impôts futurs	13 659	12	13 671
Écart d'acquisition ¹	549 519	6 940	556 459
Dette à long terme	—	(70)	(70)
Passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme	(72 760)	—	(72 760)
	583 994	9 857	593 851
Situation de trésorerie acquise	616 237	224	616 461
Actifs nets acquis	1 200 231	10 081	1 210 312
Contrepartie			
Espèces	1 179 156	8 449	1 187 605
Coûts d'acquisition	21 075	612	21 687
Émission de 136 112 actions subalternes classe A ²	—	1 020	1 020
	1 200 231	10 081	1 210 312

¹ Comprend un écart d'acquisition déductible à des fins fiscales de 35 749 000 \$.

² La valeur des actions émises en contrepartie de l'acquisition d'entreprise a été déterminée en fonction du prix de clôture moyen de l'action à la Bourse de Toronto sur une période raisonnable avant et après la date à laquelle les modalités du regroupement d'entreprises ont été acceptées et annoncées.

En ce qui concerne les acquisitions complétées en 2004, la Société a adopté certains plans de restructuration et d'intégration des entreprises acquises. En conséquence, elle a établi des provisions liées à des contrats de location portant sur des locaux occupés par les entreprises acquises, locaux que la Société compte quitter, pour un montant de 43 290 000 \$. Les provisions établies se rapportent également aux coûts rattachés à la cessation d'emploi planifiée de certains employés des entreprises acquises qui exercent des fonctions déjà remplies dans la structure existante pour un montant de 96 981 000 \$.

Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2005, 2004 et 2003

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

16. Investissements dans les filiales et les coentreprises (suite)

TRANSACTIONS EN 2004 (SUITE)

b) Cessions

- La Société a vendu ses actifs afférents aux services d'information auprès des banques et des entreprises de services financiers, une des divisions présentées dans les activités abandonnées (voir note 17), pour une contrepartie en espèces de 47 000 000 \$. Cette transaction a donné lieu à un gain à la cession de 11 217 000 \$ après impôts et une réduction de l'écart d'acquisition de 20 355 000 \$.
- La Société a vendu trois autres divisions, lesquelles étaient classées dans les activités abandonnées, pour une contrepartie totale de 40 350 000 \$, se composant de 17 560 000 \$ en espèces, d'un solde de prix de vente de 6 000 000 \$, d'un billet portant intérêt de 2 750 000 \$, de la prise en charge de passifs pour un montant de 540 000 \$ et de 13 500 000 \$ en actions ordinaires de Nexxlink Technologies Inc. Ces transactions ont entraîné une perte d'environ 1 400 000 \$.
- La Société a vendu sa participation dans une coentreprise ainsi que des actifs d'une valeur non significative pour une contrepartie en espèces de 4 260 000 \$, déduction faite de 4 235 000 \$ en espèces cédées. Ces transactions se sont traduites par un gain négligeable.

c) Solde des passifs liés aux intégrations

Pour AMS et Cognicase, les éléments des passifs liés aux intégrations des entreprises acquises inclus dans les créditeurs et charges à payer et les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme s'établissent comme suit :

	CONSOLIDATION ET FERMETURE DES INSTALLATIONS	CESSATION D'EMPLOI	TOTAL
	\$	\$	\$
SOLDE AU 1 ^{ER} OCTOBRE 2003	41 029	9 580	50 609
Nouveaux passifs liés aux intégrations	43 102	96 360	139 462
Ajustements à la provision initiale ¹	678	(5 963)	(5 285)
Écart de conversion	(3 028)	(6 817)	(9 845)
Payé pendant l'exercice 2004	(12 804)	(72 910)	(85 714)
SOLDE AU 30 SEPTEMBRE 2004 ²	68 977	20 250	89 227

¹ Enregistrés comme réduction de l'écart d'acquisition.

² Du solde au 30 septembre 2004, 37 631 000 \$ est inclus dans les créditeurs et charges à payer et 51 596 000 \$ est inclus dans les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme.

d) Modifications aux répartitions des prix d'acquisition

La Société a révisé les répartitions des prix d'acquisition et a effectué des ajustements liés à certaines acquisitions d'entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution nette de l'écart d'acquisition de 11 326 000 \$ ainsi qu'à une augmentation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement, des actifs d'impôts futurs et d'une contrepartie reçue en espèces de 8 058 000 \$, 115 000 \$ et 3 153 000 \$, respectivement.

TRANSACTIONS EN 2003

a) Acquisitions

La Société a réalisé les acquisitions suivantes :

- Bureau d'expertise des assureurs ltée (Underwriters Adjustment Bureau Ltd. ou « UAB ») – En date du 1^{er} janvier 2003, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de UAB, un fournisseur de services de traitement des réclamations, de tarification et d'actuariat destinés à l'industrie des assurances I.A.R.D.
- Cognicase – Du 13 janvier 2003 au 25 février 2003, la Société a acquis toutes les actions en circulation de Cognicase. Au gré du porteur, la Société a offert, en contrepartie de chaque action de Cognicase, 4,50 \$ en espèces ou 0,6311 action subalterne classe A de la Société, ou une combinaison de ces deux contreparties. Cognicase fournit des solutions comprenant des solutions d'affaires électroniques, des services applicatifs, la réingénierie d'applications existantes pour des affaires électroniques, la gestion de la configuration de la technologie, de même que des services de consultation liés à la gestion de projets et à l'amélioration des processus d'affaires.
- Autres – La Société a acquis, le 2 décembre 2002, la totalité des actifs de INSpire Insurance Solutions Inc., laquelle fournit des services de gestion des sinistres et des contrats, en impartition, des solutions logicielles et des services d'experts-conseils. Le 1^{er} janvier 2003, la Société a également acquis toutes les actions en circulation de ProjExpert Conseillers en Gestion et Informatique Inc., une société d'experts-conseils se spécialisant dans la mise en œuvre de systèmes intégrés de gestion. En outre, la Société a acquis, le 30 janvier 2003, la totalité des actions en circulation de Cornerstone Project Management Group Inc., un fournisseur de services-conseils et de services de gestion de projets offerts aux secteurs de l'administration publique, des soins de santé et des services financiers et elle a accru sa participation dans l'une de ses coentreprises.

Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2005, 2004 et 2003

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

TRANSACTIONS EN 2003 (SUITE)

a) Acquisitions (suite)

Dans le cadre de ces acquisitions, la Société a adopté certains plans de restructuration et d'intégration des entreprises acquises. En conséquence, elle a établi des provisions liées à des contrats de location portant sur des locaux occupés par les entreprises acquises, locaux que la Société compte quitter. Les provisions établies se rapportent également aux coûts rattachés à la cessation d'emploi planifiée de certains employés des entreprises acquises qui exercent des fonctions déjà remplies dans la structure existante. De plus, la Société a prévu se départir de certaines activités qui ne font pas partie de ses activités principales.

Ces plans de restructuration et d'intégration ont pris en compte des coûts associés à l'abandon planifié de nombreux contrats de location pour des immeubles situés au Canada et aux États-Unis qui totalisent environ 49 600 000 \$. Dans le cadre de ces plans, on a prévu des indemnités de départ d'environ 34 700 000 \$ liées à la cessation d'emploi de divers groupes d'employés travaillant principalement à titre de consultants et de gestionnaires de projets, de même que du personnel de l'administration et des finances un peu partout au Canada et aux États-Unis.

Les acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition et la répartition préliminaire des prix d'acquisition est établie comme suit :

	UAB \$	COGNICASE \$	AUTRES \$	TOTAL \$
Éléments hors caisse du fonds de roulement	7 818	(113 299)	(4 910)	(110 391)
Immobilisations	6 855	31 283	1 233	39 371
Logiciels internes	1 506	6 304	—	7 810
Solutions d'affaires	—	34 285	1 614	35 899
Licences de logiciels	—	109	—	109
Relations clients et autres	15 000	87 722	1 207	103 929
Autres actifs à long terme	—	4 577	—	4 577
Impôts futurs	(1 388)	(7 468)	(153)	(9 009)
Écart d'acquisition ¹	33 818	323 307	9 795	366 920
Passif du fonds de pension	(4 500)	—	—	(4 500)
Prise en charge de la dette à long terme	(1 073)	(60 903)	(215)	(62 191)
	58 036	305 917	8 571	372 524
Situation de trésorerie acquise	(3 967)	23 495	5 954	25 482
Actifs nets acquis	54 069	329 412	14 525	398 006
Contrepartie				
Espèces	53 000	180 154	12 891	246 045
Coûts d'acquisition	1 069	9 512	834	11 415
Émission de 19 850 245 actions subalternes classe A ²	—	139 746	—	139 746
Émission de 113 154 actions subalternes classe A ²	—	—	800	800
	54 069	329 412	14 525	398 006

¹ Comprend un écart d'acquisition déductible à des fins fiscales de 4 670 000 \$.

² La valeur des actions émises en contrepartie de l'acquisition des entreprises a été déterminée en fonction du prix de clôture moyen de l'action à la Bourse de Toronto sur une période raisonnable avant et après la date à laquelle les modalités du regroupement d'entreprises ont été acceptées et annoncées.

b) Cessions

La Société a vendu deux filiales appartenant auparavant à Cognicase pour une contrepartie en espèces peu importante.

c) Solde des passifs liés aux intégrations

Pour Cognicase, les éléments des passifs liés aux intégrations pris en charge et inclus dans la répartition préliminaire du prix d'acquisition s'établissent comme suit :

	CONSOLIDATION ET FERMETURE D'INSTALLATIONS \$	CESSATION D'EMPLOI \$	TOTAL \$
SOLDE AU 1 ^{ER} OCTOBRE 2002	—	—	—
Nouvelle provision d'intégration	47 422	30 404	77 826
Payé pendant l'exercice 2003	(6 393)	(20 824)	(27 217)
SOLDE AU 30 SEPTEMBRE 2003 ¹	41 029	9 580	50 609

¹ Du solde au 30 septembre 2003, 19 499 000 \$ est inclus dans les créanciers et charges à payer et 31 110 000 \$ est inclus dans les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme.

Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2005, 2004 et 2003

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

16. Investissements dans les filiales et les coentreprises (suite)

TRANSACTIONS EN 2003 (SUITE)

d) Modifications aux répartitions des prix d'acquisition

La Société a révisé les répartitions des prix d'acquisition et a effectué les ajustements liés à certaines acquisitions d'entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution nette de l'écart d'acquisition, des passifs d'impôts futurs, des passifs d'impôts ainsi que des crédateurs et charges à payer de 3 248 000 \$, de 143 000 \$, de 659 000 \$ et de 2 028 000 \$, respectivement, ainsi qu'à une augmentation nette des actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme de 1 478 000 \$, et de la contrepartie versée en espèces de 1 060 000 \$.

17. Activités abandonnées et actifs destinés à la vente

En 2005 et 2004, la Société a officiellement adopté un plan de désinvestissement de certaines activités acquises précédemment qui n'étaient pas liées à ses activités principales, lesquelles incluaient six divisions (voir note 16).

TRANSACTIONS EN 2005

En 2005, la Société a officiellement adopté un plan de désinvestissement de certaines activités qui ne s'alignaient pas sur la stratégie de la Société. Le 8 mars 2005, la Société a cédé les principaux actifs d'Entreprises Keyfacts Canada Inc. (Keyfacts), une filiale à part entière de la Société. Keyfacts est un fournisseur de services de recherche et de récupération d'informations à des fins d'enquêtes.

De plus, le 10 mars 2005, la Société a vendu son unité d'affaires américaine des Services aux sociétés coopératives de crédits et sa gamme de produits CyberSuite. L'unité d'affaires américaine des Services aux sociétés coopératives de crédits fournit des services de traitement de base aux coopératives de crédit aux États-Unis.

TRANSACTIONS EN 2004

En 2004, la Société a vendu quatre divisions. Les activités de la première division sont constituées principalement de la vente de progiciels de gestion intégrés et de services connexes destinés aux municipalités, aux organismes du secteur des soins de santé, de même qu'aux sociétés de fabrication et de distribution. Les activités de la deuxième division sont axées, en grande partie, sur la prestation de services d'installation et de services techniques pour les micro-ordinateurs et les ordinateurs de milieu de gamme ainsi que pour les guichets automatiques. Les activités de la troisième division consistent essentiellement à fournir des logiciels d'analyse de réseaux électriques, et les activités de la dernière division sont principalement axées sur la prestation de services d'information auprès des banques et des entreprises de services financiers.

Le tableau suivant présente un résumé de l'information financière concernant ces activités abandonnées :

	2005 \$	2004 \$	2003 \$
Produits	17 495	77 930	125 170
Charges d'exploitation	12 585	56 955	113 783
Amortissement	610	3 708	6 591
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	4 300	17 267	4 796
Impôts sur les bénéfices	7 510	8 612	1 713
(Perte nette) bénéfice net tiré des activités abandonnées	(3 210)	8 655	3 083
Liquidités nettes provenant des activités d'exploitation	759	2 924	7 348
Liquidités nettes provenant des (affectées aux) activités d'investissement	—	1 174	(585)
Liquidités nettes affectées aux activités de financement	—	(30)	(589)
Montant net des espèces et quasi-espèces provenant des activités abandonnées	759	4 068	6 174

Les activités abandonnées ont été incluses dans le secteur des services en GPA en 2005 et, en 2004, dans les deux secteurs, GPA et TI.

Au 30 septembre 2005, les charges d'exploitation provenant des activités abandonnées ont été réduites d'un gain sur disposition avant impôts de 5 012 000 \$ (17 267 000 \$ en 2004). Également, les impôts sur les bénéfices ne présentent pas des taux d'impôts proportionnels aux bénéfices dû au fait que la vente inclut un écart d'acquisition de 16 152 000 \$, lequel n'a pas de valeur fiscale (23 658 000 \$ in 2004).

18. Renseignements supplémentaires sur les coentreprises

La quote-part de l'exploitation des coentreprises revenant à la Société incluse dans les états financiers consolidés s'établit comme suit :

	2005	2004
	\$	\$
BILANS		
Actif à court terme	53 559	67 122
Actif à long terme	19 429	46 158
Passif à court terme	29 069	33 639
Passif à long terme	7 226	47 774

	2005	2004	2003
	\$	\$	\$
ÉTATS DES RÉSULTATS			
Produits	86 916	138 570	189 693
Charges	78 011	129 923	182 268
Bénéfice net	8 905	8 647	7 425

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) :			
Activités d'exploitation	28 634	5 247	5 673
Activités d'investissement	(23 205)	(17 008)	(49 169)
Activités de financement	8 147	599	46 031

CONTRAT DE LOCATION-FINANCEMENT

Le 1^{er} novembre 2002, l'une des coentreprises de la Société, agissant en tant que bailleur, a conclu un contrat de location d'une durée de 50 mois portant sur des actifs liés à la technologie et à des systèmes informatiques, dans le cadre d'un contrat d'impartition en cours conclu avec l'un de ses principaux clients. Le contrat de location a été comptabilisé en tant que contrat de location-financement. Au 30 septembre 2005, un montant de 12 434 000 \$, correspondant à la tranche à court terme, est compris dans les charges payées d'avance et autres actifs à court terme, tandis que la tranche restante de 1 788 000 \$ est prise en compte dans les actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme. Le taux d'intérêt effectif du contrat de location s'établit à 5,02 % et le montant net de l'investissement s'élève à 14 222 000 \$ au 30 septembre 2005.

19. Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie

a) La variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement s'établit comme suit pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2005	2004	2003
	\$	\$	\$
Débiteurs	62 687	41 151	(27 060)
Travaux en cours	(1 150)	(25 211)	(1 288)
Charges payées d'avance et autres actifs à court terme	13 921	1 238	(4 682)
Créditeurs et charges à payer	(89 503)	(96 537)	(83 190)
Rémunération à payer	(3 601)	(39 143)	21 969
Produits reportés	13 519	16 892	(20 426)
Impôts sur les bénéfices	(6 449)	(109 766)	5 888
	(10 576)	(211 376)	(108 789)

19. Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (suite)

b) Les activités d'exploitation, d'investissement et de financement sans effet sur la trésorerie liées aux activités poursuivies s'établissent comme suit pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2005 \$	2004 \$	2003 \$
Activités d'exploitation			
Créditeurs et charges à payer	7 185	—	—
Passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme	—	7 583	1 502
	7 185	7 583	1 502
Activités d'investissement			
Acquisitions d'entreprises (NOTE 16)	—	(1 020)	(140 546)
Produit tiré de la vente d'actifs et d'entreprises (NOTE 16)	—	13 500	—
Acquisitions d'immobilisations	—	(1 393)	—
Coûts liés à des contrats	—	(7 583)	(1 502)
Diminution (augmentation) des actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme (NOTE 16)	(11 050)	(13 500)	—
	(11 050)	(9 996)	(142 048)
Activités de financement			
Augmentation des obligations en vertu de contrats de location-acquisition	11 050	1 393	—
Émission d'actions (NOTE 9)	—	1 020	140 546
Rachat d'actions subalternes classe A	(7 185)	—	—
	3 865	2 413	140 546

c) Les intérêts et les impôts sur les bénéfices payés s'établissent comme suit pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2005 \$	2004 \$	2003 \$
Intérêts payés	17 965	21 477	9 293
Impôts sur les bénéfices payés	66 534	143 405	66 526

20. Information sectorielle

La Société compte les deux secteurs d'affaires suivants : les services en TI et les services en GPA.

L'orientation de ces secteurs est présentée ci-dessous :

- Le secteur des services en TI fournit un éventail complet de services en technologies de l'information, y compris des services d'intégration de systèmes, des services-conseils et des services d'impartition, à des clients situés à travers le monde. La Société met aussi ses professionnels et ses installations qui se trouvent en Inde et au Canada à la disposition de clients aux États-Unis et d'autres pays dans le cadre de son modèle continental et outre-mer de prestation de services.
- Le secteur des services en GPA gère des processus d'affaires pour le secteur des services financiers ainsi que d'autres services, tels que la gestion de la paie et la gestion des documents.

Le tableau ci-après présente de l'information sur les activités de la Société en fonction de sa structure de gestion :

	SERVICES EN TI \$	GPA \$	SIÈGE SOCIAL \$	2005 TOTAL \$
Produits	3 239 656	446 330	—	3 685 986
Bénéfice (perte) avant intérêts, autres revenus, gain à la vente d'un placement dans une société satellite, participation dans une société satellite, impôts sur les bénéfices et activités abandonnées ¹	360 379	70 401	(84 635)	346 145
Total de l'actif	2 950 840	664 172	371 647	3 986 659

¹ L'amortissement inclus dans le secteur des services en TI, GPA et Siège social est de 191 002 000 \$, 30 921 000 \$ et 9 010 000 \$, respectivement, au 30 septembre 2005.

Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2005, 2004 et 2003

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

	SERVICES EN TI	GPA	SIÈGE SOCIAL	2004 TOTAL
	\$	\$ RETRAITÉ	\$	\$
Produits	2 721 306	428 764	—	3 150 070
Bénéfice (perte) avant intérêts, autres revenus, participation dans une société satellite, impôts sur les bénéfices et activités abandonnées ¹	326 043	72 394	(88 354)	310 083
Total de l'actif	3 304 918	687 680	323 917	4 316 515

¹ L'amortissement inclus dans le secteur des services en TI, GPA et siège Social est de 168 931 000 \$, 15 904 000 \$ et 7 490 000 \$, respectivement, au 30 septembre 2004.

	SERVICES EN TI	GPA	SIÈGE SOCIAL	2003 TOTAL
	\$	\$ RETRAITÉ	\$	\$
Produits	2 182 568	407 337	—	2 589 905
Bénéfice (perte) avant intérêts, autres revenus, participation dans une société satellite, impôts sur les bénéfices et activités abandonnées ¹	289 409	69 853	(70 901)	288 361
Total de l'actif	2 263 013	665 564	208 106	3 136 683

¹ L'amortissement inclus dans le secteur des services en TI, GPA et Siège social est de 129 201 000 \$, 13 934 000 \$ et 3 751 000 \$, respectivement, au 30 septembre 2003.

	2005 \$	2004 \$ RETRAITÉ	2003 \$ RETRAITÉ
Immobilisations			
Services en TI		71 170	98 580
GPA		15 118	19 236
Siège social		30 100	25 825
		116 388	143 641

Les conventions comptables des secteurs sont identiques à celles décrites à la rubrique « Sommaire des principales conventions comptables » (voir note 2). Les montants sont présentés déduction faite des ventes et des transferts intersectoriels, lesquels sont mesurés de la même manière que si ces ventes et transferts avaient lieu avec un tiers.

Information géographique

Le tableau suivant présente, par région, de l'information sur le marché en fonction de l'emplacement des clients.

	2005 \$	2004 \$ RETRAITÉ	2003 \$ RETRAITÉ
Produits			
Canada	2 235 465	2 161 818	2 024 901
États-Unis	1 171 072	797 411	432 256
Europe and Asie-Pacifique	279 449	190 841	132 748
	3 685 986	3 150 070	2 589 905

Les immobilisations et l'écart d'acquisition ne sont pas présentés par région géographique puisque cette information n'est pas utilisée pour produire les états financiers à vocation générale. Les unités d'affaires de la Société se partagent les immobilisations. Il est donc impossible de présenter l'information géographique pour les immobilisations et l'écart d'acquisition.

Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2005, 2004 et 2003

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

21. Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de ses activités, la Société est partie à des contrats conclus avec certaines des filiales et des sociétés affiliées de BCE (un actionnaire), en vertu desquels la Société en est le fournisseur privilégié pour leurs besoins en TI. BCE exerce une influence notable sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement de la Société en raison de sa participation de 29,75 % (28,86 % en 2004) et du volume d'activités provenant de BCE, de ses filiales et de ses sociétés affiliées.

Les opérations et les soldes qui en découlent, constatés au prix du marché (valeur d'échange), sont les suivants :

	2005	2004	2003
	\$	\$	\$
Produits	526 935	516 968	500 068
Achats de services	121 184	99 881	91 471
Débiteurs	21 632	16 730	21 659
Travaux en cours	14 209	5 894	1 123
Coûts liés à des contrats	14 103	17 916	21 373
Créditeurs et charges à payer	1 018	8 343	5 161
Produits reportés	1 978	1 249	1 330

Au cours de l'exercice, la Société a disposé de son investissement dans Nexxlink Technologies Inc. (voir note 16). Cet investissement a été vendu à BCE conformément à un appel d'offres public et a été comptabilisé à la valeur d'échange.

Dans le cours normal de ses activités, la Société est aussi partie à des contrats conclus avec Innovaposte, une coentreprise, en vertu desquels la Société en est le fournisseur privilégié pour ses besoins en TI. La Société exerce une influence notable sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement d'Innovaposte en raison de sa participation de 49 %.

Les opérations et les soldes qui en découlent, constatés au prix du marché (valeur d'échange), sont les suivants :

	2005	2004	2003
	\$	\$	\$
Produits	102 699	94 607	62 653
Débiteurs	4 112	3 622	5 086
Travaux en cours	1 290	1 988	361
Charges payées d'avance et autres actifs à court terme	2 019	1 815	—
Coûts liés à des contrats	17 301	19 696	21 989
Créditeurs et charges à payer	1 254	1 113	227
Produits reportés	—	946	2 125
Autres passifs à long terme	—	—	4 463

Durant l'exercice, la Société a engagé des frais généraux et administratifs au montant de 2 505 000 \$ venant d'une société dont le propriétaire est un des administrateurs. La transaction a été effectuée dans le cours normal des opérations et mesurée au prix du marché (valeur d'échange).

22. Avantages sociaux des employés

De manière générale, la Société n'offre pas de régime de retraite ni d'avantages complémentaires de retraite à ses employés, sauf dans les cas suivants :

UAB offrait un régime d'avantages postérieurs à l'emploi pour les anciens employés d'UAB qui sont à la retraite. Aux 30 septembre 2005 et 2004, le passif au titre des avantages postérieurs à l'emploi totalisait 6 584 000 \$ et 7 206 000 \$, respectivement. Il n'y avait aucune charge connexe pour l'exercice en cours et pour l'exercice précédent et approximativement 638 000 \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2003 inclus dans Coûts des services et frais de vente et d'administration.

Avec l'acquisition d'AMS, la Société assume un fonds de pension à contributions déterminées. La charge totale du fonds de pension pour l'exercice terminé le 30 septembre 2005 est approximativement 5 373 000 \$, et 2 059 000 \$ au 30 septembre 2004.

Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2005, 2004 et 2003

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

La Société adhère à un plan à contributions déterminées du type 401(k) pour l'ensemble de ses employés situés aux États-Unis. La Société contribue dans une même proportion que les employés, jusqu'à concurrence de 1 000 \$ par année. Pour les exercices terminés les 30 septembre 2005, 2004 et 2003, la Société a contribué pour des montants de 5 634 000 \$, 2 784 000 \$ et 1 992 000 \$, respectivement.

23. Engagements et éventualités

A) ENGAGEMENTS

Au 30 septembre 2005, les engagements de la Société, en vertu de contrats de location-exploitation venant à échéance à diverses dates et visant principalement la location de locaux et de matériel informatique utilisé dans les contrats d'impartition, se chiffraient à environ 1 188 331 000 \$. Les loyers minimaux exigibles pour les cinq prochains exercices se répartissent comme suit :

	\$
2006	193 523
2007	155 421
2008	117 812
2009	95 561
2010	88 933

La Société a conclu six ententes de service à long terme représentant un engagement total de 106 158 000 \$. Les versements minimaux exigibles en vertu de ces ententes pour les cinq prochains exercices s'échelonnent comme suit :

	\$
2006	38 081
2007	50 134
2008	10 109
2009	6 257
2010	1 577

B) ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal des opérations, la Société fait l'objet d'un certain nombre de litiges qui se traduisent ou qui pourraient se traduire par des actions en justice. La direction de la Société est d'avis que la responsabilité définitive, le cas échéant, à l'égard de ces litiges n'aura pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société, et les provisions appropriées ont été enregistrées.

24. Garanties

VENTE D'ACTIFS ET CESSIION D'ENTREPRISES

Dans le cadre de vente d'actifs et de cession d'entreprises, la Société peut être obligée d'effectuer des paiements auprès de contreparties, par suite de violations de déclarations et garanties, d'atteinte à la propriété intellectuelle et de poursuites intentées contre des contreparties. Bien que certaines conventions limitent le montant maximal à verser à un total approximatif de 80 500 000 \$, plusieurs de ces engagements ne fixent pas de plafond quant au montant, ni de limite quant à la durée. Il est impossible de faire une évaluation raisonnable du montant maximal qui pourrait être versé aux contreparties. En outre, le versement de ces sommes dépend de l'issue des événements et des situations futurs qui ne peuvent être déterminés actuellement. Aucun passif n'a été comptabilisé dans les bilans consolidés pour ces engagements d'indemnisation au 30 septembre 2005. La Société ne s'attend pas à ce que le paiement de montants, en vertu de ces garanties, ait une incidence négative importante sur ses états financiers consolidés.

CONTRATS AVEC LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS

La Société s'est engagée à fournir des services dans le cadre de contrats avec le gouvernement des États-Unis. Ces contrats sont sujets à des exigences légales et réglementaires étendues et, de temps à autres, des agences du gouvernement investiguent afin de s'assurer que les opérations de la Société sont conduites selon les exigences requises. Généralement, le gouvernement peut changer la portée ou mettre fin à ces contrats à sa convenance. L'annulation ou la réduction de la portée d'un projet important avec le gouvernement pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur les résultats des opérations et sur la situation financière de la Société.

Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2005, 2004 et 2003

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

24. Garanties (suite)

AUTRES TRANSACTIONS

Dans le cours normal de ses activités, la Société peut fournir à certains clients, principalement pour les entités gouvernementales, des garanties de bonne exécution qui sont habituellement couvertes par des cautionnements. En général, la Société serait seulement responsable du montant de ces garanties en cas de défaut dans l'exécution de ses engagements et la direction estime que la probabilité d'un tel défaut est négligeable. En date du 30 septembre 2005, la Société a pour 47 800 000 \$ US et 2 900 000 \$ de cautionnements relatifs aux garanties de bonne exécution. La Société estime qu'elle se conforme à toutes ces garanties de bonne exécution, et ce, pour tous ces contrats de services pour lesquels il existe de telles garanties, et que l'obligation totale qui pourrait être encourue en relation avec ces garanties, le cas échéant, n'aurait pas un effet important sur les résultats consolidés de la Société ou sa situation financière.

La Société est garante d'une lettre de crédit, au montant de 3 000 000 \$ US, qui a été émise par un client. Dans le cas où le client serait en défaut de paiement face à un fournisseur et que celui-ci tirait sur la lettre de crédit afin d'obtenir paiement, la Société pourrait être appelée à faire ledit paiement jusqu'à concurrence de 3 000 000 \$ US. Cette garantie sera en force jusqu'en avril 2006. Au 30 septembre 2005, aucun montant n'a été prélevé sur cette lettre de crédit et aucun passif n'a été enregistré aux bilans consolidés, en vertu de cette garantie.

25. Instruments financiers

La Société a périodiquement recours à divers instruments financiers pour gérer sa position de change. La Société ne détient ni n'émet d'instruments financiers aux fins de négociation.

JUSTE VALEUR

Aux 30 septembre 2005 et 2004, la juste valeur estimative des espèces et quasi-espèces, des débiteurs, des travaux en cours et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable respective.

Les justes valeurs estimatives de la dette à long terme, à l'exception des notes principales en devises américaines et non garanties, et des obligations en vertu de contrats de location-acquisition ne sont pas sensiblement différentes de leur valeur comptable respective aux 30 septembre 2005 et 2004.

La juste valeur des notes principales en devises américaines et non garanties, évaluée en escomptant des flux de trésorerie prévus aux taux actuellement offerts à la Société pour des dettes ayant les mêmes maturités et conditions, est de 215 982 000 \$.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La Société est exposée à un risque de taux d'intérêt sur une tranche de sa dette à long terme et n'a actuellement recours à aucun instrument financier qui réduirait ce risque. La direction ne croit pas que ce risque soit important puisqu'aucun montant n'avait été tiré sur les facilités.

RISQUE DE CRÉDIT

Les instruments financiers qui exposent la Société aux concentrations du risque de crédit consistent en des espèces et quasi-espèces et des débiteurs. Des espèces et quasi-espèces comprennent principalement des dépôts de marché monétaire. La Société a déposé des espèces et quasi-espèces dans les institutions financières d'une bonne réputation et, ainsi, la direction juge que le risque de pertes est négligeable. La Société a des débiteurs de clients dans diverses industries comprenant agences gouvernementales, finances, télécommunications, fabrication et services publics, et ils ne sont pas concentrés dans un secteur géographique spécifique. Ces industries spécifiques peuvent être touchées par les facteurs économiques qui peuvent affecter des débiteurs. La direction ne croit pas qu'une industrie ou une région géographique représente un risque de crédit important. La concentration du risque de crédit relative aux débiteurs est limitée étant donné la vaste étendue de la clientèle de la Société. De plus, tel qu'il est décrit à la note 21, une partie importante des produits de la Société provient des filiales et sociétés affiliées d'un actionnaire.

RISQUE DE CHANGE

La Société exerce des activités à l'échelle internationale et est soumise aux risques liés à la fluctuation des taux de change. La Société réduit ce risque principalement avec la dette étrangère et des contrats de change. En 2004, la Société a désigné des notes principales en devises américaines et non garanties de 192 000 000 \$ US comme instrument de couverture d'une tranche de l'investissement net de la Société dans ses filiales autonomes pour lesquelles les gains ou les pertes découlant de l'écart de conversion ont été comptabilisés à même l'écart de conversion. Les gains ou les pertes réalisés et non réalisés sur ces instruments financiers ont également été comptabilisés sous cette même rubrique puisqu'ils se qualifient pour la comptabilité de couverture. Aux 30 septembre 2005 et 2004, aucun contrat de change n'était en vigueur (15 000 000 \$ US au 30 septembre 2003). Les gains et les pertes de change réalisés et non réalisés en ce qui a trait aux contrats à terme pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 septembre 2005 n'ont pas été importants.

Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2005, 2004 et 2003

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

Les bilans consolidés incluent les actifs financiers significatifs en devises comme les espèces et quasi-espèces et les débiteurs aussi bien que des passifs financiers significatifs en devises comme les créditeurs et charges à payer de 116 238 000 \$, 173 686 000 \$ et 162 167 000 \$, respectivement, au 30 septembre 2005 (122 186 000 \$, 217 167 000 \$ et 194 373 000 \$, respectivement, au 30 septembre 2004).

26. Rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et des États-Unis

Les différences importantes entre les PCGR du Canada et des États-Unis qui touchent les états financiers consolidés de la Société sont les suivantes :

	2005 \$	2004 \$	2003 \$
Bénéfice net – PCGR du Canada	216 488	194 041	169 198
Ajustements pour :			
Rémunération à base d'actions ⁽ⁱ⁾	20 554	25 559	8 168
Bons de souscription ⁽ⁱⁱ⁾	1 405	1 405	1 405
Rémunération non gagnée ⁽ⁱⁱⁱ⁾	–	(794)	(1 450)
Autres	(665)	(1 999)	(4 028)
Bénéfice net – PCGR des États-Unis	237 782	218 212	173 293
Bénéfice de base et dilué par action – PCGR des États-Unis	0,54	0,52	0,44
Rapprochement des capitaux propres :			
Capitaux propres – PCGR du Canada	2 494 690	2 461 862	1 979 403
Ajustements pour :			
Rémunération à base d'actions ⁽ⁱ⁾	58 411	37 857	12 298
Bons de souscription ⁽ⁱⁱ⁾	(6 480)	(7 885)	(9 290)
Rémunération non gagnée ⁽ⁱⁱⁱ⁾	(3 694)	(3 694)	(3 694)
Coûts d'intégration ^(iv)	(6 606)	(6 606)	(6 606)
Écart d'acquisition ^(v)	28 078	28 078	28 078
Ajustement pour modification de convention comptable ^(vi)	9 715	9 715	9 715
Autres	(9 463)	(8 798)	(6 799)
Capitaux propres – PCGR des États-Unis	2 564 651	2 510 529	2 003 105

(i) Rémunération à base d'actions

En vertu des PCGR du Canada, la rémunération d'employés à base d'actions a été comptabilisée selon la méthode de la juste valeur depuis le 1^{er} octobre 2004, tel que requis dans le chapitre 3870 du Manuel de l'ICCA, *Rémunérations et autres paiements à base d'actions*. Selon les PCGR des États-Unis, le *Statement of Financial Accounting Standards* (SFAS) n° 123 (révisé 2004), *Share-Based Payment*, ne nécessite pas l'adoption de cette méthode avant les périodes intermédiaires débutant le ou après le 15 juin 2005. Toutefois, le SFAS n° 148, *Accounting for Stock-Based Compensation – Transition and Disclosure*, exige la présentation du bénéfice net pro forma, du bénéfice net de base et dilué par action pro forma, en présumant que la méthode de la juste valeur a été appliquée depuis la date où le SFAS n° 123, *Accounting for Stock-Based Compensation*, a été adopté. Pour l'année terminée le 30 septembre 2005, le bénéfice net pro forma et le bénéfice net de base et dilué par action pro forma en vertu des PCGR des États-Unis sont de 217 228 000 \$ et 0,49 \$ (192 653 000 \$ et 0,46 \$ et 165 125 000 \$ et 0,42 \$, respectivement, aux 30 septembre 2004 et 2003).

(ii) Bons de souscription

En vertu des PCGR du Canada, la juste valeur des bons de souscription émis relativement à des contrats d'impartition à long terme est enregistrée dans les coûts liés à des contrats et amortie selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale du contrat. En vertu des PCGR des États-Unis, la juste valeur des instruments de capitaux propres émis a été soustraite du produit initial reçu afin de déterminer les produits. Les ajustements pour 2005, 2004 et 2003 reflètent la contre-passation de l'amortissement des coûts liés à des contrats, déduction faite des impôts sur les bénéfices, considérée comme une réduction des résultats nets consolidés en vertu des PCGR du Canada.

Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2005, 2004 et 2003

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

26. Rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et des États-Unis (suite)

(iii) Rémunération non gagnée

En vertu des PCGR du Canada, antérieurement au 1^{er} juillet 2001, les options sur actions pour lesquelles les droits n'ont pas été acquis et qui ont été accordées à la suite d'un regroupement d'entreprises n'ont pas été enregistrées. L'ajustement reflète la valeur intrinsèque des options sur actions pour lesquelles les droits n'ont pas été acquis (se reporter à l'alinéa (v) ci-dessous) qui aurait été enregistrée comme composante distincte des capitaux propres à l'égard des PCGR des États-Unis. Cette rémunération non gagnée a été amortie sur une durée approximative de trois ans, ce qui représente la période approximative restante d'acquisition future des droits.

(iv) Coûts d'intégration

En vertu des PCGR du Canada, antérieurement au 1^{er} janvier 2001, certains coûts de restructuration liés à l'acheteur pouvaient être constatés dans la répartition du prix d'acquisition lors de la comptabilisation des regroupements d'entreprises, à certaines conditions. En vertu des PCGR des États-Unis, seuls les coûts liés directement aux entreprises acquises peuvent être pris en compte dans la répartition du prix d'acquisition. L'ajustement représente l'imputation aux résultats nets consolidés, déduction faite de l'amortissement de l'écart d'acquisition de 2001, enregistrée à l'égard des PCGR du Canada et déduction faite des impôts sur les bénéfices.

(v) Écart d'acquisition

L'ajustement au titre des capitaux propres de l'écart d'acquisition est principalement le résultat de la différence dans la valeur attribuée aux options sur actions accordées aux employés d'IMRglobal. En vertu des PCGR du Canada, la juste valeur des options sur actions en cours pour lesquelles les droits sont acquis est enregistrée comme partie intégrante de la répartition du prix d'acquisition, tandis qu'en vertu des PCGR des États-Unis, la juste valeur des options sur actions accordées à la suite de l'acquisition d'entreprises pour lesquelles les droits sont, ou ne sont pas, acquis est enregistrée. Se reporter à l'alinéa (iii) ci-dessus pour une analyse plus approfondie de cet élément.

(vi) Impôts sur les bénéfices et ajustements pour modification de convention comptable

Le 1^{er} octobre 1999, la Société a adopté les recommandations du chapitre 3465 du Manuel de l'ICCA, *Impôts sur les bénéfices*. Les recommandations du chapitre 3465 sont similaires aux dispositions du SFAS n° 109, *Accounting for Income Taxes*, publié par le *Financial Accounting Standards Board* (« FASB »). À la suite de la mise en application du chapitre 3465, la Société a enregistré un ajustement pour refléter l'écart entre la valeur attribuée et la valeur fiscale des actifs acquis lors d'un regroupement d'entreprises, ce qui se traduit par des passifs d'impôts futurs. La Société a enregistré ce montant au moyen d'une réduction des bénéfices non répartis, comme partie intégrante de l'ajustement cumulatif. En vertu des PCGR des États-Unis, ce montant aurait été inclus à titre d'augmentation de l'écart d'acquisition.

(vii) Résultat étendu

Les autres éléments du résultat étendu cumulé sont composés uniquement des écarts de conversion découlant du processus de conversion des états financiers des filiales étrangères.

Le tableau qui suit présente le résultat étendu, comptabilisé conformément aux recommandations du SFAS n° 130 du FASB, intitulé *Reporting Comprehensive Income*:

	2005 \$	2004 \$	2003 \$
Bénéfice net—PCGR des États-Unis	237 782	218 212	173 293
Autre élément du résultat étendu:			
Écart de conversion	(92 124)	(69 157)	(123 768)
Résultat étendu	145 658	149 055	49 525

Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2005, 2004 et 2003

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

(viii) Consolidation proportionnelle

Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Selon les PCGR des États-Unis, les entités dans lesquelles la Société détient une participation majoritaire seraient entièrement consolidées, et les entités dans lesquelles elle ne détient pas une participation majoritaire, mais sur lesquelles elle exerce une influence notable, seraient comptabilisées selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation. Ce traitement aurait entraîné le reclassement des postes des bilans et des états des résultats consolidés aux 30 septembre 2005 et 2004 et pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 septembre 2005. Cependant, comme les écarts ont été jugés négligeables en ce qui a trait aux coentreprises à participation majoritaire, ils n'ont pas fait l'objet d'une présentation (se reporter à la note 18). Conformément aux pratiques prescrites par la *U.S. Securities and Exchange Commission* («SEC») des États-Unis, la Société a choisi, aux fins de ce rapprochement, de comptabiliser ses participations dans des coentreprises selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

(ix) Coûts d'émission d'actions

Comme le permettent les PCGR du Canada, les coûts d'émission d'actions de la Société sont imputés aux bénéfices non répartis. Aux fins des PCGR des États-Unis, les coûts d'émission d'actions sont constatés à titre de réduction du produit tiré de l'émission de capital-actions.

(x) Modifications comptables récentes et futures

En mai 2005, le FASB a publié le SFAS n° 154, intitulé *Accounting Changes and Error Corrections*, lequel codifie les exigences de la comptabilité et de la divulgation des changements de conventions comptables et exige que ces changements soient appliqués rétroactivement. Le SFAS n° 154 s'applique à tous les changements volontaires des conventions comptables de même qu'à des changements exigés par des règles d'application générale qui n'incluent pas les dispositions spécifiques de transition. L'adoption de SFAS n° 154 est exigée pour des changements de conventions comptables et des corrections d'erreurs faits dans des exercices commençant après 15 décembre 2005.

En décembre 2004, le FASB a publié le SFAS n° 123R, *Share-Based Payment*, lequel exige la constatation de la juste valeur des options sur actions dans les états financiers. Tandis que les sociétés canadiennes ont été requises, selon le chapitre 3870 du Manuel de l'ICCA, *Rémunérations et autres paiements à base d'actions*, de constater la juste valeur de la rémunération à base d'actions dans l'état des résultats depuis le 1^{er} janvier 2004, le modèle de la juste valeur de SFAS n° 123R est différent de celui de la section 3870. L'adoption du SFAS n° 123R est exigée pour les exercices débutant le 15 juin 2005 ou après cette date. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés.

27. Évènement postérieur

Le 26 octobre 2005, la Société a conclu une entente visant la vente d'une portion importante de ses services de commutation électronique pour une contrepartie de 28 000 000 \$, sujette à certains ajustements. La transaction sera complétée lorsque toutes les autorisations requises seront reçues par la Société.